

## Les structures du pouvoir et la perception des politiques au XXIV<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'Union soviétique

Théofil I. Kis

Volume 3, numéro 2, 1972

Les politiques de défense

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700199ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700199ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Kis, T. I. (1972). Les structures du pouvoir et la perception des politiques au XXIV<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. *Études internationales*, 3(2), 221–271. <https://doi.org/10.7202/700199ar>

# NOTES ET DOCUMENTATION

## LES STRUCTURES DU POUVOIR ET LA PERCEPTION DES POLITIQUES AU XXIV<sup>e</sup> CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

par Théofil I. Kis \*

### I. LES CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES STRUCTURES DU PARTI COMMUNISTE D'UNION SOVIÉTIQUE (PCUS) : LA SIGNIFICATION DU CONGRÈS

#### 1. Principes structurels d'organisation

La structure organisationnelle générale du PCUS, qui compte aujourd'hui 14.5 millions de membres et constitue environ 9% de la population adulte de l'URSS, est calquée sur l'organisation administrative de l'État soviétique. Elle repose sur deux principes : territorial et fonctionnel.

À ces principes structurels correspondent des organisations à trois échelons : républicain, intermédiaire et de base. Les 14 républiques fédérées de l'URSS, excepté la RSFSR (la Russie), ont une organisation à l'échelon de la république du PCUS. La RSFSR n'a qu'une organisation régionale dirigée directement par les organes centraux.

L'échelon intermédiaire comprend territoires, régions, arrondissements, villes et districts.

Les organisations primaires (ou de base) constituent l'échelon de base. On retrouve des organisations primaires dans tous les secteurs de la société soviétique.

Les échelons républicains et intermédiaires régionaux sont organisés selon le principe territorial tandis qu'à l'échelon de base les organisations primaires le sont selon le principe fonctionnel.

Toutes ces structures sont dirigées par des organes correspondants qui comprennent trois principaux niveaux ; d'abord, les organes centraux : Congrès, Comité central (CC), Politburo, Secrétariat ; deuxièmement, les organes intermédiaires : 14 comités centraux de république (excepté toujours la RSFSR), 6 comités de territoire, 20 comités de république autonome, 33 comités régionaux, 2 746 comités de district, etc. ; troisièmement, les organes des organisations primaires comprenant quelque 338 000 comités et bureaux locaux.

Sur le plan fonctionnel cependant, le Congrès et le CC sont des organes centraux, mais les organes dirigeants réels sont le Politburo et le Secrétariat.

Il faut enfin distinguer trois degrés dans la hiérarchie fonctionnelle du PCUS : l'appareil, l'organisation ou l'« active », et la base. L'appareil est constitué du CC, du Politburo,

---

\* Professeur agrégé au Département de science politique, Université d'Ottawa.

du Secrétariat, ainsi que d'un réseau de secrétariats et de bureaux à tous les niveaux, dirigés par des secrétaires. L'« active » (les cadres ou l'organisation) est constituée des activistes du parti que l'on trouve dans tous les secteurs de la vie publique. La base du parti, c'est la masse de ses adhérents, c'est-à-dire ceux qui ne sont inclus ni dans l'« appareil » ni dans l'« active ».

Ce système, tel que décrit plus haut, fonctionne d'après le principe du « centralisme démocratique ». D'une part, ce dernier assure la centralisation dans le but de réaliser la cohésion et la subordination totale des organisations locales, provinciales, régionales et républicaines aux instances supérieures de l'appareil et, d'autre part, une certaine démocratie intérieure, c'est-à-dire la participation des adhérents à la vie du parti.

Pour terminer, signalons deux autres principes sur lesquels repose le système du PCUS : il s'agit de la critique et de l'autocritique, qui complètent un premier principe : le centralisme démocratique.

## 2. La signification politique d'un congrès du PCus et la préparation du XXIV<sup>e</sup> Congrès

Le Congrès du PCUS est, selon les dispositions des statuts, « l'organe suprême du parti ». Il équivaut, en fait, aux conventions des partis canadiens, américains ou britanniques. Pour les niveaux subalternes, chaque république fédérée ou autonome (excepté toujours la RSFSR) tient son propre congrès, et chaque territoire, région, ainsi que les organisations locales, tiennent des conférences à leur niveau, quelques semaines avant le congrès de l'Union.

Un congrès doit se réunir au moins une fois tous les quatre ans. Le XXIV<sup>e</sup> Congrès a changé cette disposition : désormais, les congrès seront convoqués tous les cinq ans. On notera cependant que cette règle n'était pas respectée dans le passé. Ainsi le XVIII<sup>e</sup> Congrès s'est réuni en 1939, cinq ans après le XVII<sup>e</sup> (1934) ; le XIX<sup>e</sup> s'est réuni treize ans après le précédent (en 1952) ; le XX<sup>e</sup> s'est tenu en 1956, dans les délais impartis par les statuts ; le XXI<sup>e</sup> s'est réuni en 1959, donc trois ans après le XX<sup>e</sup> ; le XXII<sup>e</sup> en 1961 (deux ans après) ; en 1966, s'est réuni le XXIII<sup>e</sup>, un peu plus de quatre ans après le précédent ; le XXIV<sup>e</sup>, dont il sera question ici, fut convoqué pour le 30 mars 1971 et était ainsi retardé d'une année.

Depuis la disparition de Staline en 1953, les congrès du PCUS se tiennent plus ou moins régulièrement, mais avec un retard habituel d'une année sur la prescription des statuts du parti, toujours violée à l'époque stalinienne, comme nous l'avons démontré plus haut.

Le congrès du PCUS est, d'après ses statuts, l'organe suprême du parti. Toutefois, depuis la mort de Lénine, cette suprématie fonctionnelle des congrès est devenue plutôt nominale.

En réalité, à l'époque stalinienne, à l'époque khrouchtchevienne et aujourd'hui, cette suprématie fut usurpée soit par le Politburo ou par le secrétariat du CC, ou encore par les deux, selon la structure et l'équilibre du *top leadership* du moment.

Ainsi entre le XXIII<sup>e</sup> et le XXIV<sup>e</sup> Congrès (1966-1970), le Comité central (qualifié par certains comme « Parlement du parti »), n'a tenu que 16 assemblées d'une durée d'un ou deux jours, soit au maximum 25 jours en 1 825 jours (cinq années).

Du temps de Lénine — comparativement — les congrès étaient convoqués tous les ans, et le Comité central tenait ses sessions dix à douze fois par an. Staline a progressivement enlevé tous les pouvoirs à tous les organes centraux et aux dirigeants désignés par les statuts du parti. D'ailleurs, le XIX<sup>e</sup> Congrès de 1952 se réunit treize ans après le XVIII<sup>e</sup> bien que les statuts prévoyaient la tenue d'un congrès tous les deux ans.

Il est bien évident qu'un tel organe ne peut prétendre avoir vraiment dirigé les affaires du parti, et par là, le système politique du pays, dans l'intervalle des congrès, comme le lui enjoignent les statuts. C'est dire que le centre du pouvoir s'est déplacé vers le Politburo et le Secrétariat.

En vertu des statuts du parti, c'est le congrès qui fixe et ratifie la ligne politique du parti et définit les objectifs à réaliser dans la politique intérieure et extérieure. C'est aussi

le congrès qui élit le Comité central constitué habituellement d'environ 365 membres, dont environ 55% sont des membres titulaires et environ 45% des membres suppléants, et dont la fonction est, d'après les statuts, de diriger dans l'intervalle, toutes les activités du parti. Le Comité central, pour sa part, élit le Politburo, constitué de onze à quinze membres titulaires, pour diriger le travail du CC dans l'intervalle de ses sessions plénières. Le CC élit aussi le Secrétariat, constitué habituellement de dix membres, pour diriger le travail courant et contrôler l'application des décisions du CC.

Ces prescriptions statutaires n'ont, en principe, jamais été respectées, ni dans leur lettre ni dans leur esprit. En pratique, sauf de très rares exceptions, c'est le Politburo, conjointement avec le Secrétariat, qui dirige le parti, et par là, le pays dans son ensemble.

Les trois premiers congrès du PCUS après la mort de Staline (le XX<sup>e</sup> en 1956, le XXI<sup>e</sup> extraordinaire en 1959, et le XXII<sup>e</sup> en 1961) furent très dramatiques et agités par des événements tels que la déstalinisation, la rupture quasi définitive avec la Chine, l'élimination du groupe « antiparti » et les purges non sanglantes des opposants de Khrouchtchev, la révision partielle de la doctrine et de l'idéologie, l'adoption du nouveau programme du parti (en 1961), les réformes des appareils d'État, de parti, et les réformes structurelles de l'économie, la réconciliation avec la Yougoslavie, et ainsi de suite. Ce sont donc ces événements pleins de conséquences qui ont marqué ces trois congrès, et par là, la période khrouchtchevienne.

Cependant, le XXIII<sup>e</sup> Congrès en 1966, soit le premier congrès après le limogeage de Khrouchtchev, était exactement le contraire des trois précédents : pas de drames, d'événements, de bouleversements, rien d'original, si ce n'est la consolidation de la ligne de la « dékhrouchtchévisation » et de la restauration partielle de l'ancien régime (très discrètement d'ailleurs), inaugurées au début de 1965.

C'est également dans cette atmosphère qu'a été préparé le XXIV<sup>e</sup> Congrès du parti. Ce congrès aurait dû être tenu au début de 1970. Il fut même reporté deux fois au courant de l'année 1970 pour être finalement fixé fin mars 1971.

La remise du XXIV<sup>e</sup> Congrès s'est déroulée de la façon suivante. En avril 1970, les dirigeants soviétiques et les sources officielles annonçaient que, définitivement, il aurait lieu au cours de l'année 1970. Cette nouvelle fut même solennellement confirmée par Brejnev dans son discours devant l'assemblée du CC, le 2 juillet 1970. Mais onze jours plus tard, le 13 juillet 1970, on annonça que la convocation du XXIV<sup>e</sup> Congrès était fixée au mois de mars 1971. (À noter que l'annonce par Brejnev n'était pas démentie). Il s'est donc passé quelque chose d'important entre le 2 et le 13 juillet 1970, parce que — et c'est la règle — toutes les annonces se font avec beaucoup de prudence. Comment peut-on donc expliquer la dérogation à cette règle ?

Plusieurs thèses ont été avancées pour expliquer le changement de date de ce congrès. Parmi celles-ci, deux nous semblent utiles à retenir. Selon la première, le retard du XXIV<sup>e</sup> Congrès serait dû à la lutte de factions de force égale pour le leadership. Selon la deuxième, la remise s'expliquerait par les difficultés économiques et par le désaccord qui oppose les factions et les tendances en ce qui concerne la politique économique à suivre et l'élaboration du neuvième plan quinquennal (1970-1975).

Que la lutte des factions pour le pouvoir se poursuivait, personne n'en doutait, bien que jusqu'au dernier moment du moins, cette lutte était moins aiguë que d'habitude (ce qui ne veut cependant pas dire qu'il en restera ainsi). La lutte pour le pouvoir est un phénomène normal en URSS, parce que la succession y est mal, ou plutôt pas du tout, institutionnalisée.

Il en est de même avec les difficultés économiques et les querelles doctrinales concernant les priorités économiques et budgétaires. Là aussi, c'est un phénomène habituel, une politique constante.

Une autre constante de la scène politique soviétique est le fait que la lutte des factions pour le pouvoir et les querelles doctrinales sont toujours doublées par des luttes de personnalités.

Sur ces trois plans (luttes des factions, luttes des doctrines et luttes des personnalités), rien d'original ne s'est passé à la veille du XXIV<sup>e</sup> Congrès. L'originalité de la situation

consistait cependant en ce qu'il était difficile au premier abord d'identifier et localiser ces factions, les points exacts des querelles doctrinales et surtout les personnalités qui les incarnaient. Ce qui semblait certain, c'était qu'une divergence de vues existait entre Brejnev et Kossyguine en ce qui concernait les priorités budgétaires. Quant à Podgorny, il ne s'était pas prononcé sur ce point. Par ailleurs, la position de Podgorny dans la structure du pouvoir au sommet semble être moins importante que celle de certains de ses collègues, étant donné qu'il ne s'est pas engagé dans le travail de l'appareil du parti. Kossyguine, pour sa part, n'a jamais représenté une concurrence pour Brejnev, parce que celui-ci n'a jamais aspiré au pouvoir personnel, et son attitude, déjà bien connue, ne semble pas être différente aujourd'hui. La stratégie de Podgorny semblait être de garder sa place et de ne pas s'aventurer dans la lutte pour corriger sa fortune. Quant aux autres *top leaders*, tels Souslov, Demitchev, Poliansky, Kirilenko, Mazourov, Chelepine, Voronov ou Chelest, ils se distinguaient par leur prudence. Pour eux, l'heure de vérité ne semblait pas encore arrivée ; mais, à la longue, ils ne peuvent pas s'offrir le luxe de ne pas prendre position. En effet, d'après la règle du jeu, celui qui, au moment décisif, ne prend pas position se disqualifie et se place par lui-même hors jeu. Tout le monde, en effet, est appelé à se prononcer sur les grandes questions du moment et à opter pour quelque chose.

Les problèmes à résoudre et la gamme des options à choisir par les superdirigeants actuels, à la veille du XXIV<sup>e</sup> Congrès, étaient en fait assez considérables, et les risques n'en étaient pas moins grands. En réalité, les solutions à apporter aux problèmes dans les domaines du pouvoir, de la doctrine, de l'économie (choix des priorités) et de la politique extérieure (dont la politique de la défense et de la sécurité) pouvaient nous réserver des surprises. Théoriquement, toute une gamme d'options étaient possibles.

Essentiellement, les questions suivantes attendaient des réponses précises :

1. À qui faut-il confier le leadership qui était tellement incertain après le limogeage de Khrouchtchev ?
2. Quelle priorité faut-il donner au développement et à l'assainissement économiques ? Comment distribuer les ressources à cet effet et comment satisfaire les demandes toujours croissantes des consommateurs, des militaires, de l'industrie lourde, de la construction et de l'industrie moyenne et légère ? Comment interrelier tout cela dans un tout équilibré et cohérent ?
3. Quelle importance faut-il accorder aux traditions stalinienne toujours en honneur et quel genre de liberté peut-on concéder dans les domaines des droits civils, de la culture et dans d'autres activités de l'intelligentsia ?
4. Faut-il développer ou innover l'idéologie et l'adapter aux nouvelles conditions ?
5. Quelles formules de relations intersocialistes et avec le monde extérieur seraient désirables ? Quelle politique de sécurité faut-il adopter ?
6. Il y avait évidemment bien d'autres questions auxquelles le leadership en place devait répondre avant la convocation du XXIV<sup>e</sup> Congrès, à commencer par le neuvième plan quinquennal (1971-1975).

C'est dans cette atmosphère que fut préparé, à partir de 1968, le XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCUS.

## II. LES CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU XXIV<sup>e</sup> CONGRÈS

Les congrès du PCUS offrent toujours une occasion privilégiée aux interprètes du système soviétique de se concentrer plus intensivement sur les tendances du développement (ou évolution) de tous les domaines de la vie de l'URSS. Les congrès comme tels n'apportent habituellement pas de grandes surprises, sauf dans des circonstances exceptionnelles, comme ce fut le cas en 1956 au XX<sup>e</sup> Congrès. Les travaux préparatoires, congrès et conférences des organisations républicaines et régionales du parti, ainsi que les rapports, discours, débats

et résolutions passés au Congrès sont par contre les sources principales d'informations et constituent la matière première du chercheur.

Le XXIV<sup>e</sup> Congrès s'est tenu du 30 mars au 9 avril 1971, à Moscou, avec juste un an de retard sur le délai statutaire de quatre ans. Les responsables de ce retard n'ont même pas tenté de justifier l'entorse faite aux dispositions statutaires. Le Congrès lui-même n'a guère apporté de grandes surprises à personne. Il n'a fait que confirmer l'orientation des dernières années de la politique soviétique. Tout était placé sous le signe de la continuité, de la stabilité et de la consolidation de la ligne politique tracée depuis la destitution de Khrouchtchev en octobre 1964. Et, en fait, le résultat le plus impressionnant de la « direction collective » depuis le XXIII<sup>e</sup> Congrès (1966) est sans doute sa propre stabilité. Dans l'histoire du PCUS, cette stabilité semble être unique. Depuis octobre 1964 (date du limogeage de Khrouchtchev), en passant par le XXIII<sup>e</sup> Congrès jusqu'à nos jours, la composition du Politburo et du Secrétariat a à peine changée ; seulement quelques déplacements plutôt secondaires ont été opérés. (Nous en reparlerons plus loin).

Cette stabilité est toutefois assurée, moins par la capacité ou l'efficacité de l'équipe collective en place que par un équilibre toujours fragile des intérêts et des tendances, ainsi que par la peur de voir le pouvoir passer dans les mains d'une minorité ou d'un seul.

Le mot d'ordre du leadership en place peut se résumer dans les termes suivants : pas d'expérimentation, pas d'innovations avec risques, et surtout pas d'aventures politiques susceptibles de perturber l'ordre établi au cours des dernières années. Sur toutes les questions traitées au cours du XXIV<sup>e</sup> Congrès, la continuité, la stabilité immobile et la consolidation du statu quo l'emportent sur la nouveauté et le dynamisme. Les rapports, les interventions et les discussions se sont distingués surtout par leur caractère stéréotypé. Tout cela ne pouvait évidemment pas favoriser le bon fonctionnement du mécanisme décisionnel, et par là, les innovations nécessaires au système. Les véritables traits nouveaux ne sont apparus que sous leurs aspects secondaires. Les observateurs occidentaux les plus avisés s'accordent à dire que ce congrès fut l'un des plus conservateurs et des plus ennuyeux dans l'histoire du PCUS. En effet, un congrès du PCUS est composé en majorité de représentants de l'*establishment* de l'appareil du parti, de l'État, de l'armée, de la police secrète et des organisations sociales officielles qui ont le souci de défendre la position du pouvoir établi, à moins, bien entendu, d'être entraînés dans une crise du pouvoir. Il est donc naturel qu'un tel congrès ne puisse que pencher nettement vers le conservatisme, d'autant plus que de 1966 à nos jours, les titulaires des hautes fonctions dans l'appareil du parti et de l'État sont strictement les mêmes personnes, ce qui est sans précédent dans l'histoire du PCUS.

Bien entendu, l'avenir immédiat pourra nous réserver certaines surprises résultant des fonctions que se sont partagées les principaux dirigeants ou des politiques affirmées dans les publications officielles avant, pendant et après le XXIV<sup>e</sup> Congrès. D'ailleurs, certaines politiques qui devaient être adoptées par le Congrès étaient entrées en application auparavant. Ce fut le cas, notamment, du neuvième plan quinquennal du développement économique, en application depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971. Le même cas s'était d'ailleurs déjà présenté lors de l'adoption du huitième plan, par le XXIII<sup>e</sup> Congrès en 1966.

Les querelles entourant les politiques à formuler, associées aux rivalités entre personnalités, qui semblaient se dessiner lors de l'assemblée du CC en décembre 1969, ne se sont pas concrétisées. On constate néanmoins la montée de la ligne et de la personnalité du secrétaire général du PCUS, Léonid Brejnev, qui tente, depuis un certain temps déjà, une personnalisation et une personnification du pouvoir en URSS.

Comme on l'avait pensé au premier abord, le renouvellement du système est très limité, non seulement du point de vue des politiques formulées, mais également du point de vue des personnalités restant intégralement en place à tous les niveaux du sommet (Politburo, Secrétariat et CC). Au lieu de procéder par rajeunissement des cadres, on a procédé par leur élargissement quantitatif.

L'objectif du présent exposé est de faire quelques constatations et d'évaluer les résultats du XXIV<sup>e</sup> Congrès, qui confirment ou corrigent sensiblement les premières impressions.

### III. LES PREMIÈRES ÉTAPES DU CONGRÈS : LA DÉSIGNATION DU « NOUVEAU » LEADERSHIP, LES CONGRÈS RÉPUBLICAINS, LES CONFÉRENCES RÉGIONALES

#### A. Le choix du « nouveau » leadership : la montée de Brejnev

Le premier problème à régler avant le Congrès était le choix, qui trace ensuite la ligne politique, du leadership. Déjà, avec la publication en deux volumes de ses discours prononcés au cours des années 1964-1970, sous le titre prétentieux : *Sur la ligne de Lénine*, Brejnev s'était assuré une position à part dans le leadership collectif. La traduction de cette publication dans chacune des langues des républiques était destinée, tout comme les œuvres de Staline et les écrits de Khrouchtchev, à présenter les écrits de Brejnev comme une « contribution créatrice » au marxisme-léninisme. À cette même occasion, la presse soviétique exaltait Brejnev comme « successeur de Lénine », « idéologue de premier ordre », « inspirateur et *manager* de l'économie soviétique », « défenseur de la démocratie socialiste », « défenseur de la coexistence pacifique », « unificateur du mouvement communiste international », « meneur de la politique extérieure de l'URSS », et ainsi de suite. Dans un sens analogue, on loue le rôle de Brejnev pendant la Seconde Guerre mondiale où il servait dans l'armée soviétique comme général-major et commissaire politique (*politrouk*). Enfin, les militaires le félicitent pour l'appui qu'il donne aux forces armées soviétiques.

Les ambitions de Brejnev vont se multiplier. En mai et juin 1970, il assiste aux réunions de conseils des ministres de l'URSS et de la RSFSR où on discute le projet du neuvième quinquennat. Brejnev y prononce de « grands discours » sur les programmes de politique économique. N'étant pas formellement membre du gouvernement, sa participation à ces travaux constitue un événement politique et un précédent qui pourrait être qualifié d'ingérence dans le domaine réservé de Kossyguine et même de violation du principe de la « division du travail » sur lequel est fondée la « direction collective ». Certains observateurs voyaient dans ce geste de Brejnev une tentative de prise en mains des deux fonctions, celles de secrétaire général du Parti et de président du Conseil des ministres, comme l'ont fait Staline, en 1941, et Khrouchtchev, en 1958. Cette tentative ne sera cependant pas couronnée de succès. Avec la publication du projet de plan quinquennal portant la signature de Brejnev, et avec lequel il s'identifie, (et qui n'était pas comme d'habitude officiellement adopté par l'assemblée du CC), ainsi qu'avec son allocution radiotélévisée à l'occasion du Nouvel An 1971, Brejnev voulait définitivement signaler sa prétention de devenir *primus inter pares* dans le leadership collectif à reconduire. Dans le passé, le message à la population à l'occasion du Nouvel An était signé conjointement par le Comité central du PCUS, le Présidium du Soviet suprême de l'URSS et le Conseil des ministres de l'URSS. Quant aux projets des plans quinquennaux, ils étaient, depuis 1956, discutés au Comité central et signés en son nom.

P. N. Fyedosyeyev, directeur de l'Institut du marxisme-léninisme, qui, dans son article : « Le PCUS : force dirigeante du peuple soviétique », publié dans la revue *Problème de la paix et du socialisme* (mars 1971), défendait la thèse d'une « collégialité limitée », apportait une justification et un appui idéologique à cette prétention. Pour Fyedosyeyev, une « collégialité sans frontière » signifie « irresponsabilité » des fonctionnaires. Dans le même sens, mais en insistant plus sur la validité et les vertus du principe de la « direction collective », a été également écrit l'éditorial : « L'autorité du dirigeant », dans la revue *Kommunist* de janvier 1971. Ici on critiquait surtout deux modes d'usage du pouvoir : 1) la fausse et artificielle popularité des leaders ; et 2) le « style du Cabinet », c'est-à-dire l'exercice du pouvoir « à l'occidental ». Le premier mode semble se référer au « style khrouchtchevien » ; le deuxième est de toute évidence une allusion au « faux leadership collectif » pratiqué pendant les premières années postkhrouchtcheviennes. On suggère par cette juxtaposition, le style qui devrait être pratiqué par les leaders actuellement en place. Et on nuance cette suggestion par la constatation qu'à notre époque technologique, aucun leader politique ne

peut se passer des « bons conseils » professionnels des technocrates. Cela veut dire qu'on vise une alliance « fonctionnelle » entre les partocrates et les technocrates. La prépondérance fonctionnelle de la partocratie ne devrait cependant pas être affectée. On veillera surtout à la création d'un dualisme du pouvoir.

L'idée n'est pas nouvelle mais elle ne s'est jamais concrétisée de la façon dont elle était conçue ; et il est peu probable qu'elle le sera, pour des raisons dont nous parlerons plus loin. Retenons pour le moment que cette « alliance » est aujourd'hui comme dans le passé récent, personnifiée par deux personnalités de la troïka actuelle : Brejnev (partocratie) et Kossyguine (technocratie).

Cette personification de l'alliance ainsi tentée de nouveau a été soulignée à plusieurs occasions au cours de la préparation du XXIV<sup>e</sup> Congrès et, immédiatement après, et reprise dans plusieurs documents (cf. l'assemblée du CC du 22 mars 1971 ; les directives du XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCUS, relatives au neuvième plan quinquennal du développement de l'économie de l'URSS pour les années 1971-1975 ; le centième anniversaire de la Commune de Paris ; le cinquantième de *Gosplan* le 22 février 1971 ; etc.). Il reste donc à attendre le succès ou la nouvelle faillite de l'alliance en question.

Ce qui nous apparaît certain, c'est que cette alliance accuse une asymétrie et que, ces dernières années, les « partocrates » ont marqué des points dans leur compétition avec les « technocrates ». Ce *trend* semble se confirmer au XXIV<sup>e</sup> Congrès. En effet, le nombre de discours et des interventions aux débats du XXIII<sup>e</sup> Congrès en 1966 était réparti à peu près également entre les représentants de la « partocratie » (l'appareil du parti) et de la « technocratie » (l'appareil gouvernemental). Au XXIV<sup>e</sup> Congrès, par contre, cette égalité était complètement détruite, puisque le rapport numérique à cet égard a été réduit ; soit de 1 à 10 au profit des partocrates. C'est sans doute une manifestation de l'asymétrie dans la distribution du pouvoir entre les deux appareils fonctionnellement compétitifs.

Dans le même ordre d'idées, la qualité et la fréquence des éloges adressés à l'endroit de Brejnev, lors de la préparation et après le XXIV<sup>e</sup> Congrès, confirment l'impression générale qu'il a finalement gagné sa position de *primus inter pares* dans la « direction collective » actuelle ; il était le seul à avoir gagné des points dans la structure actuelle du pouvoir et en prestige personnel. Cela ne lui assure cependant pas automatiquement une majorité inconditionnelle dans le Politburo, le Secrétariat et le Comité central. Mais même s'il possédait cette majorité, il est peu probable qu'il possède les aptitudes et la détermination suffisantes pour transformer son pouvoir en monocratie. (Nous y reviendrons).

## B. Les congrès républicains et les conférences régionales et de villes

Comme le prévoient les statuts du PCUS, se tiennent, avant le congrès au niveau de l'Union, les congrès des républiques et les conférences des régions, des territoires et des villes. Cependant, ces congrès se tiennent seulement dans les 14 républiques fédérées, la République de Russie (la RSFSR) n'ayant pas sa propre organisation de parti, et ses membres appartenant directement à l'organisation centrale. Dans la RSFSR, ce sont les conférences régionales qui accomplissent les mêmes fonctions que les congrès de république dans les autres républiques fédérées. Sur ce point et sur bien d'autres, le fédéralisme soviétique accuse des particularités typologiques propres.

Tout comme le XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCUS, les congrès de république et les conférences régionales ont eu lieu avec un retard d'un an, et dans certains cas, même plus, après le délai statutaire.

Malgré leur importance plutôt secondaire, les congrès de république et les conférences régionales nous fournissent néanmoins des informations qui nous permettent de pronostiquer l'issue du congrès au niveau central. En réalité, les discours des dirigeants qui y sont prononcés et l'« emballage » idéologique qu'ils reçoivent ainsi que le choix des « justes » délégués pour le congrès au niveau de l'Union, en sont les meilleures sources d'indication.



Les congrès de république et les conférences à différents niveaux qui ont précédé le XXIV<sup>e</sup> Congrès se sont tenus suivant le même schéma stéréotypé préétabli ; ce qui dénote une bonne régie et un contrôle des niveaux subalternes du parti par l'appareil central. Ceci avait d'ailleurs été confirmé par certains dirigeants républicains et régionaux. Ainsi, par exemple, le premier secrétaire du parti de Moldavie, Bodjul, disait dans son rapport que « l'orientation générale des activités de l'organisation de parti de la République était déterminée par les directives et instructions données par le CC du PCUS, par l'assistance quotidienne du Politburo et du Secrétariat du CC du PCUS, ainsi que par les égards et l'attention que nous a toujours accordés le Secrétaire général du CC, le camarade L. I. Brejnev ».

Le réaménagement assez considérable du personnel de l'appareil du parti à ce niveau est sans doute le résultat le plus important des congrès de république et des conférences. Furent éliminés graduellement et discrètement de leurs postes importants tous les fonctionnaires des échelons républicain, intermédiaire (territoires, régions) et même celui de base, qui y furent promus rapidement au cours de la période khrouchtchevienne. Ce fut, en fait, une dékhrouchtchévisation tardive de la partocratie à ces trois niveaux. Tout se passait toutefois dans le cadre d'une réorganisation des cadres, décrétée par l'appareil central, et non sous forme habituelle de destitution. Les plus âgés étaient forcés de prendre leur retraite, les autres furent nommés aux autres postes moins importants ou transférés ailleurs dans l'appareil d'État.

Parmi ceux qui ont été frappés par ce processus de « réaménagement » se trouvent K. K. Nikolayev, premier secrétaire de la région de Sverdlovsk, présumé protégé de Kirilenko, membre du Politburo, qui a été prématurément mis à la retraite, K. G. Pyssine, premier vice-président du Conseil des ministres de la RSFSR et protégé de Voronov, premier ministre de la RSFSR, qui fut également mis à la retraite et remplacé par N. F. Vasilyev. Parmi les victimes les plus importantes, se trouve le premier secrétaire de l'organisation du parti de Léninegrad, G. I. Popov, présumé protégé de Brejnev, qui a pris sa retraite à 58 ans. Une autre destitution importante fut celle de V. N. Titov, deuxième secrétaire du Kazakhstan et présumé protégé de Podgorny. Quelques autres retraites, destitutions ou remplacements importants à ce niveau ont eu lieu au cours de la préparation du XXIV<sup>e</sup> Congrès.

La façon dont ce « réaménagement » a été accompli montre que chaque superdirigeant organise à tous les échelons subalternes sa propre clientèle et choisit ses protégés, dont une des fonctions est d'articuler et promouvoir les intérêts de leur « patron ». Un protégé espère toujours une promotion que peut obtenir pour lui son « protecteur » au sommet. Mais s'adonner à un tel jeu comporte également des risques de rétrogradation ou même de destitution si la position du « protecteur » dans la structure du pouvoir s'affaiblit et perd du poids.

L'opération de « réaménagement » n'a cependant pas frappé toutes les instances et n'a pas apporté un rajeunissement des cadres. Le sommet des appareils de république, en particulier les premiers secrétaires et les membres des Politburo des 14 républiques sont grosso modo restés en place. Les comités centraux à l'échelon républicain ainsi que les commissions de révision de ces CC ont été par contre fortement renouvelés. En moyenne, et selon les républiques, de 50 à 70% de la composition de ces deux instances avait été changée. De même, les membres des délégations républicaines pour le XXIV<sup>e</sup> Congrès étaient choisis de telle manière que 80% de leurs effectifs participaient pour la première fois à un congrès du PCUS. Ainsi, les partisans potentiels de l'« ancien régime » furent réduits à un minimum nécessaire.

Il est intéressant de noter également des changements significatifs dans l'appareil du parti de Léninegrad. Jusqu'à présent, toutefois, ces purges de la plus grande organisation du PCUS après celle de Moscou n'ont pas eu de grandes répercussions et on connaît mal leurs causes.

Deux autres phénomènes ont marqué les congrès de république et les conférences régionales et locales. C'est d'abord l'influence grandissante des militaires dans le parti et dans la société, et ensuite la montée significative du service de la sécurité et de la police

secrète dans l'appareil du parti. Les deux groupes ont marqué des points et ont réussi à accroître leurs prérogatives politiques et fonctionnelles.

Dans les débats aux congrès, les militaires se montrèrent très conscients de leur solide assise dans la structure actuelle du pouvoir. Dans leurs interventions, ils discutaient avec insistance non seulement de la politique militaire, (ce qui serait plutôt normal), mais aussi d'autres domaines qui ne leur sont pas propres, en particulier de la politique extérieure. (À noter que les questions de politique extérieure et de relations internationales étaient, en général, à peine discutées aux congrès de république et presque pas aux conférences régionales). Dans l'optique des militaires, la situation internationale est très sombre. Le parti leur a donné une possibilité de participer à la politisation de la population, et en particulier à l'éducation militaire et patriotique des jeunes. Se tenir prêts pour la défense de la mère patrie, nourrir l'amour pour l'armée, être élevés dans l'esprit militant et dans le culte de l'héroïsme, sont les vertus que les jeunes doivent chérir. Dans le même sens va d'ailleurs parler, au XXIV<sup>e</sup> Congrès, le premier secrétaire du Komsomol, Ye. M. Tyazhelnikov ; il exige « coopération, amitié et partnership » entre les organisations militaires et le Komsomol, ainsi que « l'éducation militaire patriotique » de la jeunesse soviétique. Le ton des interventions des militaires dans le processus de politisation et d'endoctrinement laisse supposer que le phénomène du « linpiaoïsme » n'est pas tout à fait étranger à l'URSS.

Il est toutefois difficile de préciser l'importance numérique des membres du parti dans l'armée. Au XXIII<sup>e</sup> Congrès, en 1966, l'armée était représentée par 352 délégués. J. V. Kapitanov, président de la commission de vérification des mandats, n'a pas donné de chiffres sur les délégués des forces armées au XXIV<sup>e</sup> Congrès. D'après le journal, *Krasnaya Iyvezda*, 83 délégués au Congrès étaient en uniforme militaire, mais on ne sait pas combien de militaires parmi les délégués étaient en civil.

Quant à l'assise élargie des forces de sécurité, elle se manifeste en particulier par la montée significative de leurs chefs dans les organes de l'appareil du parti dans plusieurs républiques. Dans les sources soviétiques, on explique ce phénomène par la lutte devenue urgente contre la criminalité et les délinquants dont le nombre augmente constamment. D'ailleurs, on a beaucoup parlé, au cours de nombreux congrès et conférences, du « nationalisme », des survivances religieuses, des actes délictueux des jeunes et des influences de l'idéologie bourgeoise et capitaliste.

Ces explications semblent être exactes, mais elles sont sélectives et par là insuffisantes. Deux autres raisons, — plus importantes sans doute — sont à notre avis à l'origine de la promotion de la police secrète et des forces de l'ordre public. La première est l'accroissement progressif de l'opposition politique clandestine (cf. les multiples révoltes passives et actives des intellectuels ; les publications clandestines du SAMIZDATE et SAMVYDAVE (en russe et en ukrainien) ; la montée des sentiments nationalistes chez les peuples non russes). La deuxième raison, qui complète d'ailleurs la première, est la décision tacite et discrète des dirigeants soviétiques actuels de moderniser le pouvoir avec la restauration des anciennes méthodes éprouvées dans le passé.

Et, en réalité, une des caractéristiques des congrès républicains et des conférences régionales était une sorte de « réidéologisation » des membres du parti, et par là, de la population, dans le sens d'un néostalinisme. On se réfère avec détermination aux théories staliniennes qui, en 1956 (au XX<sup>e</sup> Congrès), ont fait l'objet d'une condamnation. Une revalorisation partielle de Staline était d'ailleurs effectuée après le limogeage de Khrouchtchev en 1964 ; et son rôle dans la Seconde Guerre mondiale, ou sa détermination dans la politique de l'industrialisation et de la collectivisation, est aujourd'hui beaucoup plus positivement estimé que dans le passé récent. Au lieu de réhabiliter les victimes du stalinisme on réhabilite aujourd'hui plus facilement les victimes de la « déstalinisation ». Les staliniens de premier ordre comme Vorochilov, Molotov, Stakhanov ou Vychinski regagnent progressivement faveur et estime, et tous les autres ne sont plus objet de condamnation ou de critique.

Même dans les organes officiels du parti, on rencontre des signes de retour aux thèses staliniennes. Parfois inaperçues, sans citer les sources, certaines thèses avancées dans les œuvres de Staline, en particulier celles élaborées en 1952 dans son ouvrage *Les problèmes*

*économiques du socialisme en URSS*, servent de plus en plus de références aux publications officielles traitant de politique intérieure et extérieure. Les conceptions stalinienne sur la lutte des classes reprennent leur vigueur, et les conceptions khrouchtcheviennes de « parti de tout le peuple » et d'« État de tout le peuple » jugées depuis 1964 « révisionnistes » sont remplacées maintenant par les anciennes formules de « parti et de l'État de classe ». La politique extérieure soviétique s'oriente désormais moins vers la « coexistence pacifique » que vers le « renforcement de la lutte des classes sur le plan international », et la théorie de « deux camps diamétralement opposés et antagonistes » détermine toujours l'attitude soviétique en relations internationales.

Telles sont les impressions qui se dégagent des discussions dans les sources soviétiques des dernières années et de l'« ambiance » dans laquelle se sont déroulés les congrès de république et les conférences régionales, et par là, la préparation du XXIV<sup>e</sup> Congrès.

Cela ne signifie cependant pas que l'on assiste à une restauration intégrale du stalinisme. Il s'agit plutôt d'une révocation graduelle du khrouchtchevisme et des décisions du XX<sup>e</sup> Congrès, ainsi que d'une correction de l'évolution du système politique depuis la disparition de Staline.

C'est bien dans ce sens que se sont déroulés les congrès de république et les conférences régionales du PCUS. Les membres du parti étaient appelés à préparer le terrain pour la nouvelle ligne du PCUS à adopter au XXIV<sup>e</sup> Congrès.

En somme, la tendance politique générale à ces deux niveaux : intermédiaire (républicain) et subalterne (régional, territorial et local), se caractérise par la volonté des dirigeants en place de préserver la ligne centrisme mais dure tracée par Brejnev et son équipe.

Cependant, ce n'est pas à ce niveau-là que se prennent ou se confirment les décisions proprement dites. Il n'en reste toutefois pas moins vrai que les congrès de république et les conférences reflètent l'étape finale de la préparation du congrès du PCUS, ainsi que le conditionnement dans le sens voulu par leurs membres.

La préparation du congrès semble offrir plus d'informations importantes que le congrès lui-même. En réalité, tout congrès du PCUS est préfabriqué : les délégués soigneusement désignés par l'appareil en place, les discours préparés à l'avance et acceptés par les dirigeants en fonction, les résolutions et les politiques rédigées par ceux qui sont préalablement choisis pour exercer le pouvoir. Tout se fait avec le minimum possible d'imprévu, tout est réglé à l'avance, et seuls quelques initiés sont informés des nouvelles politiques et de la désignation du nouveau leadership.

Au fond, un congrès du PCUS donne l'impression d'un spectacle bien mis en scène, si les superdirigeants restent solidaires sur l'essentiel. Le XXIV<sup>e</sup> Congrès ne fait pas exception à cet égard.

#### IV. LES PARTICIPANTS AU XXIV<sup>e</sup> CONGRÈS ET LEURS CARACTÉRISTIQUES SOCIALES

Les modalités de représentation au congrès sont établies par le CC, et les statuts du parti n'indiquent plus comment sont choisis les délégués. Habituellement, il y a un délégué avec voix délibérative pour 5 000 membres, et un délégué avec voix consultative pour 5 000 candidats stagiaires. Le nombre total de délégués ne dépasse habituellement pas le chiffre de 4 000 pour les membres du parti de plein droit et 1 000 pour les candidats stagiaires.

D'après les directives du CC du 13 juillet 1969, pour le XXIV<sup>e</sup> Congrès, on comptait un délégué avec voix délibérative pour 2 900 membres et un délégué avec voix consultative pour 2 900 candidats stagiaires, soit environ 5 000 délégués en tout.

La désignation des délégués est un processus qui, théoriquement du moins, se déroule « de bas en haut ». Ce processus commence avec les réunions des organisations primaires, c'est-à-dire sections d'usines, d'instituts, de kolkhozes, etc., organisées suivant le principe fonctionnel-professionnel. À ce niveau, sont désignés les délégués à une conférence de district,

qui est formée sur la base géographique territoriale. La conférence de district désigne les délégués qui se rendront à la conférence régionale. Et c'est à ces conférences régionales que sont désignés les délégués au Congrès.

Cette procédure générale comporte cependant quelques exceptions. C'est d'abord la RSFSR qui n'a pas sa propre organisation républicaine. Le schéma se modifie plus ou moins aussi dans les petites républiques, où les délégués au Congrès du PCUS sont désignés directement par les congrès de république.

D'autre part, certaines grandes villes comme Moscou et Léninegrad ont des statuts particuliers et privilégiés. Par exemple, avec ses 314 délégués au XXIV<sup>e</sup> Congrès, Moscou constituait le groupe le plus important après la délégation de la République d'Ukraine.

En théorie, les délégués sont élus au scrutin secret. En pratique, le choix se fait préalablement par l'appareil à l'aide des commissions électorales. Y siègent également, outre les dirigeants régionaux et locaux du parti, d'autres dignitaires, tels que directeurs d'entreprises, directeurs d'instituts scientifiques, commissaires politiques de l'armée, présidents de kolkhozes, etc. La règle est que la liste établie par ces notables, et qui contient toujours autant de candidats que de délégués à envoyer au Congrès, est toujours approuvée par la conférence régionale. À toute fin pratique, il n'y a pas de vote. C'est ainsi que se décide la composition personnelle du Congrès. Parfois, elle résulte des compromis rigoureux que les membres des commissions électorales sont forcés de conclure.

Une des significations politiques principales de la préparation et surtout de la désignation des délégués est que ce processus offre aux divers courants au sein du parti une occasion exceptionnelle de se manifester et de se faire valoir ainsi que de placer au sommet de l'appareil des personnages qui leur sont acquis.

L'articulation et l'agrégation des intérêts sont toutefois fortement conditionnées par le leadership en place et les objectifs que définissent le Politburo, le Secrétariat et le CC sortants. C'est à ce niveau que se configurent le congrès lui-même et la nouvelle direction centrale du parti. Le congrès lui-même ne corrige que très peu ou en rien la structure du pouvoir et la formulation des politiques qui s'élaborent lors de sa préparation.

Le XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCUS a eu lieu du 30 mars au 9 avril 1971 à Moscou, au Palais des Congrès du Kremlin. Les 4 963 délégués, dont 14 s'étaient excusés, représentaient environ 14,5 millions de membres, dont 13 810 089 membres de plein droit et 645 232 membres-candidats venant des milliers de villes et localités de l'URSS et représentant 61 nationalités et groupes ethniques différents. Les communistes de l'URSS représentent actuellement 9% de la population adulte du pays. Les membres de plein droit (avec droit de vote) étaient représentés par 4 740 délégués et les membres-candidats (avec voix délibérative) par 223 délégués. Ces délégués peuvent être caractérisés comme les dignitaires du parti plutôt que les vrais représentants de la masse des membres. En réalité, environ 98% des délégués étaient membres d'un ordre ou avaient une décoration ; parmi eux, il y avait 89 héros de l'Union soviétique, 549 héros du travail et 182 décorés de l'Ordre de Lénine.

D'après les statistiques officielles, les ouvriers constituaient 1 195 délégués. Il va sans dire qu'il ne s'agit pas ici d'ouvriers ordinaires mais d'une élite privilégiée d'ouvriers, de héros du travail. La paysannerie était représentée par 870 délégués (aussi des héros de travail). Ces deux catégories (ouvriers et paysans) représentant les éléments « prolétaires » du parti constituaient 41% des délégués au Congrès. Le reste (2 898 ou 59%) représentait l'intelligentsia au sens large \*. Parmi ce dernier groupe, on comptait 96 académiciens et membres correspondants de l'Académie des sciences de l'URSS, 363 docteurs et candidats ès sciences, 138 chercheurs scientifiques, 1 586 ingénieurs, 555 agronomes et 483 médecins, juristes et instructeurs. Les représentants de la culture au sens restreint (écrivains, compositeurs, peintres et sculpteurs, artistes) étaient au nombre de 120.

\* Kapitanov, responsable pour les cadres du CC, a donné les chiffres suivants sur le PCUS : sur 14 455 321 membres, 40.1% sont ouvriers, 15.1% kolkhoziens, 44.8% de l'intelligentsia. Le parti compte 13 000 docteurs et 110 000 candidats ès sciences ; 20% des membres sont des femmes et 75% des membres ont été admis au parti, après 1946.

Le groupe de l'intelligentsia au sens large, représentant l'appareil du parti et du Komsomol, l'État, l'armée, la police et les fonctionnaires de la vie culturelle, constituait 59% des délégués. L'appareil du parti (la partocratie) proprement dit (cf. la caste des secrétaires) était représenté par 1 205 délégués, soit plus que 25% du total des délégués. Les syndicats et le Komsomol étaient représentés par 126 membres et la technocratie et bureaucratie d'État et de l'économie par 600 délégués.

Au nombre des délégués, il y avait 1 204 femmes, soit 24.3%. Les femmes sont en réalité fortement sous-représentées dans le parti en général, étant donné qu'elles représentent 53.9% de la population totale de l'URSS. Par ailleurs, aucune femme n'est élue aux organes suprêmes du parti, si l'on ne tient pas compte de l'astronaute Nikolayeva-Terechkova qui est élue (à titre plutôt honorifique) au CC.

Le groupe de délégués ayant entre 41 et 50 ans était de 41.6% et celui ayant plus de 50 ans était de 20.7%. Les plus de 30 ans étaient représentés à 26%. Le groupe de délégués ayant plus de 60 ans était représenté à 5.9%, soit un peu plus que celui des jeunes de moins de 30 ans (5.1%).

En pourcentages comparatifs, les catégories d'âge des délégués aux congrès se présentent comme suit :

Catégorie d'âge	1939	1952	1966	1971
Moins de 30 ans	—	—	8	5.1
31 à 40 ans	81.5	23.6	32.2	26.7
41 à 50 ans	15.5	61.1	34.3	41.6
51 à 60 ans	—	—	21.7	20.7
Plus de 60 ans	3.0	15.3	3.8	5.9
	100 %	100 %	100 %	100 %

Ces catégories d'âge montrent un vieillissement progressif des cadres, comparativement à l'année 1966, où plus de 50% des délégués au XXIII<sup>e</sup> Congrès étaient âgés de moins de 40 ans. Cette tendance au vieillissement marque aujourd'hui tout l'appareil du parti du sommet jusqu'au niveau des régions (*oblast'*) où dominent les fonctionnaires ayant plus de 50 ans. Au niveau subalterne de l'appareil (*raïans*) prédominent les *apparatchikis* ayant plus de 40 ans. Le groupe d'âge entre 30 et 40 ans est définitivement sous-représenté dans l'appareil. Le groupe des jeunes ayant entre 25 et 30 ans n'est même pas mentionné dans les statistiques officielles.

Ce vieillissement du parti et de son appareil est d'autant plus marquant que la population soviétique est une des plus jeunes au monde. En effet, d'après le recensement de 1970, 50% de la population de l'URSS est constituée de jeunes de moins de 30 ans. Le groupe d'âge ayant entre 20 et 30 ans est de 12.8%. Mais, comme déjà souligné, seulement 5.1% des délégués au XXIV<sup>e</sup> Congrès étaient au-dessous de 30 ans.

Il est intéressant de noter également que presque 58% des délégués ont reçu une instruction supérieure, 27% ont une instruction supérieure inachevée ou une instruction secondaire.

Enfin, seulement 25.6% des délégués (1 272 personnes) avaient participé auparavant à un congrès du PCUS. Presque 75% des délégués (3 691 personnes) étaient élus pour la première fois.

Si l'on veut caractériser d'une manière générale le XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCUS (comme d'ailleurs les congrès précédents), on peut dire qu'il ressemblait à une sorte d'assemblée des « États généraux » de type corporatif. La composition sociale des délégués et le « nouveau leadership » du parti qu'ils ont élu font penser à un immense groupe d'intérêt constitué des partocrates, technocrates et bureaucrates auxquels se sont encore associés les militaires et le service de sécurité d'État. L'intelligentsia au sens large qui ne fait pas partie de l'establish-

ment est pratiquement exclue du pouvoir. Les ouvriers et les paysans n'y participent que par leurs dignitaires, d'ailleurs peu nombreux et sans influence déterminante.

Il n'était donc pas étonnant que tous les débats au XXIV<sup>e</sup> Congrès soient placés sous le signe du *law and order*, ce qui signifie l'immobilisme.

En chiffres comparatifs, la répartition fonctionnelle des délégués aux XXIII<sup>e</sup> et XXIV<sup>e</sup> Congrès se présente de la façon suivante :

Répartition des délégués	1966		1971	
	En chiffres absolus	En %	En chiffres absolus	En %
Fonctionnaires de l'appareil du parti (partocrates)	1 204	24.4	1 205	24.3
Fonctionnaires de l'appareil d'État et d'économie	539	10.9	556	11.2
Establishment militaire	352	7.1	347	7.0
Organisations sociales de masse	126	2.5	126	2.5
Élite politique au total	2 221	44.9	2 234	45.0
Manager et technocrates économiques	704	14.0	600	12.1
Élite de prestige et fonctionnaires culturels	323	6.5	354	7.1
Intelligentsia au total et autres « employés »	3 248	65.7	3 188	64.2

Ces chiffres ainsi compilés montrent l'importance numérique et le poids politique de chaque catégorie dans la société soviétique.

Parmi 103 délégations étrangères invitées, 102 délégations des partis communistes, « démocratiques nationaux » et « socialistes de gauche » ont assisté au XXIV<sup>e</sup> Congrès, venues de 91 pays. Quelques partis frères, notamment les communistes hollandais, birmans et népalais auraient d'abord décliné l'invitation. Étaient absentes la délégation du plus grand parti communiste au pouvoir, le PC chinois (Pcch), et celle du plus petit, le parti du Travail de l'Albanie, qui n'ont pas été invitées. Ces deux absents représentent cependant 40% des communistes du monde. Étaient également absentes les délégations de nombreux groupes marxistes-léninistes de gauche, maoïstes et trotskistes. On notera enfin avec intérêt l'absence de deux grands personnages de premier plan : Tito et Castro ; Tito, qui préféra aller à Rome pour rencontrer le Pape Paul VI plutôt que de se rendre à Moscou pour le XXIV<sup>e</sup> Congrès du Pcus à la tête de la délégation yougoslave. Il confia cette tâche à Mijalko Todorovic, membre du Présidium du CC du PC yougoslave qui, en 1968, au nom de la Yougoslavie, avait condamné l'invasion de la Tchécoslovaquie. D'ailleurs, Todorovic profita de cette occasion pour propager une autre fois et de la tribune du Kremlin les fameuses thèses yougoslaves de « différentes voies de socialisme, d'égalité, de respect mutuel et de non-ingérence », en se félicitant des « différences » qui existent dans le mouvement communiste international et qui, selon lui, sont source d'innovation et de force.

Quant à Fidel Castro, il semble que les circonstances et les divergences qui subsistent entre lui et les dirigeants soviétiques ne l'ont apparemment pas incité à venir au congrès.

Mais, malgré ce bilan ainsi affecté, le chiffre de 102 délégations représente un record. Jamais autant de délégations ne s'étaient trouvées réunies à un congrès du Pcus. Au XIX<sup>e</sup>

Congrès, en 1952 (le dernier du vivant de Staline), seulement 44 délégations étrangères étaient présentes. Depuis lors, leur nombre s'accroît progressivement :

- 55 délégations étrangères au XX<sup>e</sup> Congrès de 1956 ;
- 72 délégations étrangères au XXI<sup>e</sup> Congrès de 1959 ;
- 80 délégations étrangères au XXII<sup>e</sup> Congrès de 1961 ;
- 86 délégations étrangères au XXIII<sup>e</sup> Congrès de 1966 ;
- 102 délégations étrangères au XXIV<sup>e</sup> Congrès de 1971.

La différence entre le nombre de délégations présentes (102) et les pays qu'elles représentaient (91) révèle que certains pays étaient représentés par deux ou plusieurs délégations. Ainsi, par exemple, l'Italie et le Chili étaient représentés respectivement par les délégations des partis communistes et des partis socialistes de gauche. Le parti socialiste chilien est d'ailleurs le parti au pouvoir. L'Iraq avait envoyé trois délégations (parti Baath, parti communiste d'Iraq et les révolutionnaires kurdes). L'Allemagne était représentée par quatre délégations : SED (Parti socialiste unifié de la RDA) conduite par W. Ulbricht, KPD (Parti communiste d'Allemagne) conduite par Reimann, DKP (Parti communiste allemand) conduite par Bachmann et SEW (*Sozialistische Einheitspartei Westdeutschlands* — Parti socialiste unifié d'Allemagne de l'Ouest) conduite par Danelius.

Au nombre des superdirigeants soviétiques, Brejnev s'était porté au centre d'intérêt beaucoup plus qu'en 1966 (XXIII<sup>e</sup> Congrès). C'est lui qui avait dominé d'un bout à l'autre le congrès et donné le ton aux débats auxquels il participait activement et tirait les conclusions politiques des discussions. Il fut enfin le seul superdirigeant soviétique constamment cité par les orateurs. Ce n'était cependant pas une réelle surprise puisque Brejnev s'est imposé comme *primus inter pares* depuis quelque temps et tient la vedette depuis déjà quelques années. Mais Souslov, qui fut pendant toute sa carrière le gardien de l'orthodoxie idéologique, faisait tout son possible pour atténuer ce nouveau « culte de personnalité » ; on le voyait partout à côté de Brejnev. Par ailleurs, plusieurs orateurs ont tenu à rappeler discrètement les vertus du principe de direction collective, invitant ainsi Brejnev à ne pas abuser de ses pouvoirs prééminents que lui confère le poste de Secrétaire général.

## V. RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CC PRÉSENTÉ PAR BREJNEV

La nouvelle ligne générale de la politique intérieure et extérieure déjà tracée au cours de la préparation du XXIV<sup>e</sup> Congrès (depuis 1968) trouva son expression officielle dans le rapport d'activité du CC présenté par Brejnev, le 30 mars 1971, dans son discours de six heures.

Au centre des préoccupations du rapport étaient placées (tout comme dans le passé récent) les questions du développement, de la modernisation et des réformes (limitées toutefois) de la société soviétique. Tout le monde semblait être conscient de ces objectifs. L'approche de Brejnev visait à traiter ces problèmes en termes de révolution scientifico-technologique. Podgorny et Kossyguine ont tendance à prôner des réformes administratives et de gestion à tous les échelons, réformes qu'ils identifient à une amélioration de la « démocratie socialiste ». Les technocrates, les hommes de science et les intellectuels associés au pouvoir politique embrassent les objectifs en question, en termes plus concrets et spécifiques, ce qui dépasse souvent les limites tracées par les superdirigeants. Le point le plus crucial de l'innovation du système qui s'impose concerne l'omniprésence des partocrates dans tous les domaines de la vie sociétale soviétique. Sur ce point, le rapport du CC était clairement décevant : l'omnipotence partocratique, au lieu de diminuer, doit être renforcée davantage.

En ce qui concerne le rapport lui-même, il ne faut pas le considérer comme l'œuvre personnelle de Brejnev. Le rapport reflète sans doute le résultat d'un compromis entre les superdirigeants de la « direction collective ». Le contenu de la nouvelle ligne générale qui se dégage de ce rapport reflète clairement la position centriste. En tout cas, on n'y trouve guère de signes d'opposition entre les « durs » et les « mous » ou encore entre les « libéraux » et les « néo-staliniens ». Les mêmes caractéristiques centristes se dégagent d'ailleurs aussi

du rapport sur la situation et les politiques économiques, présenté par Kossyguine, bien que ce dernier parlait avec beaucoup plus de nuances. À certains points de vue, les deux orateurs se sont d'ailleurs partagé les rôles, les autres qui prenaient part aux débats ne faisant ensuite que paraphraser les propositions de leur maître. En fait, il n'y avait pas de débat, aucun des nombreux délégués participant dans les « discussions » n'ayant apporté de vraies critiques (constructives ou destructives) sur les rapports ou discours prononcés au congrès.

Le rapport d'activité du CC est divisé en quatre parties, tout comme en 1966 pour le XXIII<sup>e</sup> Congrès. Les sujets suivants ont été traités par Brejnev : dans la première partie, la politique étrangère ; dans la deuxième et la troisième, la politique économique et sociale ; et dans la quatrième, les questions internes du PCUS. Assez surprenant était le fait que Brejnev, dans son rapport, traitait beaucoup de la question de l'économie qui est traditionnellement le domaine réservé de Kossyguine. Effectivement, Kossyguine, dans son rapport, en particulier dans la partie relative aux réalisations du huitième quinquennat, a souvent dû se contenter de répéter les chiffres et les formules déjà exposés par Brejnev dans son rapport.

Les thèmes traités par Brejnev constituaient beaucoup moins un rapport d'activité ou une justification de la politique passée que d'un programme de politique future. Ses visées principales sont le pouvoir et la puissance. Dans tous les contextes, il parle de la nécessité d'accroître la puissance économique de l'URSS et la capacité de sa défense ainsi que du renforcement du « système socialiste mondial » et il y revient souvent. Pour réaliser ces objectifs, il demande de pratiquer l'austérité économique, la discipline des citoyens et le contrôle total du parti sur la vie de la société. Il lance des slogans de coexistence et de compréhension quant à la politique extérieure, et des promesses d'orientation de la politique intérieure vers la société de consommation. Sa ligne politique s'identifie comme « centriste ». Dans son rapport, Brejnev se dresse aussi bien contre les conséquences du « culte de la personnalité » que contre les « erreurs du subjectivisme », se déclarant ainsi pour la « déstalinisation » et pour la « dékhrouchtchévisation ». Ceci ne l'a cependant pas empêché de faire siennes beaucoup de thèses staliniennes ou khrouchtcheviennes, comme la division du monde en « deux systèmes » antagonistes et la « crise générale, profonde et continue du capitalisme », ou de parler des « responsabilités personnelles plus grandes des dirigeants », pour justifier ses aspirations au pouvoir personnel.

Passons en revue les thèmes traités par Brejnev, en y ajoutant aussi les interventions des autres orateurs pour dresser un bilan plus complet.

## 1. Politique extérieure et situation internationale

Les problèmes de la politique extérieure, la position de l'URSS dans les relations internationales et son engagement dans le jeu de rapports des forces, ainsi que les objectifs à atteindre dans ces domaines, ont été traités dans les cinq documents ou discours prononcés au XXIV<sup>e</sup> Congrès : 1) dans le rapport du CC présenté par Brejnev ; 2) dans le discours de Kossyguine sur les directives du XXIV<sup>e</sup> Congrès pour le neuvième plan quinquennal de développement de l'économie de l'URSS pour 1971-1975 ; 3) dans l'intervention de A. Gromyko ; 4) dans celle du ministre de la Défense, le maréchal Gretchko (traitant les problèmes sous ses aspects militaires) ; et 5) dans la résolution du XXIV<sup>e</sup> Congrès sur la politique extérieure et les relations internationales. C'est de ces documents que nous tirons nos renseignements et nos conclusions.

Le document le plus important à ce sujet est cependant le rapport de Brejnev. Dans son rapport, en tant que chef du gouvernement, Kossyguine n'a traité de la politique extérieure et des relations internationales que dans leurs aspects économique-commerciaux, et plutôt globalement. On peut toutefois dégager une nuance dans les thèmes dominants de Brejnev et de Kossyguine. Le premier a mis l'accent sur la sécurité européenne et le désarmement ; le second a souligné les avantages que pouvait tirer l'URSS des relations économiques internationales. Les interventions de Gromyko et de Gretchko, responsables respectivement de la diplomatie et de la défense, n'avaient rien d'original. Ces derniers, comme tous les autres orateurs traitant des problèmes de politique extérieure et des relations interna-



tionales de l'URSS n'ont que paraphrasé les propos de Brejnev. En effet, parmi les 45 interventions dans la discussion sur le rapport de Brejnev, aucune n'apportait quelque chose d'original, excepté l'éloge de la « sagesse » du rapport et de son auteur.

Ce scénario n'est cependant nullement l'expression de la simple division fonctionnelle des tâches entre les superdirigeants. Il confirme plutôt le fait observé déjà depuis quelques années indiquant que Brejnev est devenu définitivement le principal *policy-maker* de la politique extérieure de l'URSS, et que Kossyguine, Podgorny et les autres superdirigeants n'ont qu'à s'occuper de la politique intérieure et des problèmes connexes des relations internationales favorisant ainsi la réalisation des objectifs dans la politique extérieure formulés par le Secrétaire général du parti. Quant aux diplomates soviétiques, y compris ceux qui sont membres du CC, comme Gromyko, ministre des Affaires étrangères, leur fonction se réduit à l'exécution des politiques élaborées et des décisions prises principalement par le Secrétaire général. C'est pour cela qu'au centre de nos analyses, nous plaçons le rapport du CC présenté par Brejnev.

Trois groupes de problèmes touchant la politique extérieure et les relations internationales ont été traités dans le rapport : 1) le bilan de l'évolution à l'Est et à l'Ouest des derniers vingt-cinq ans ; 2) une présentation et une interprétation des centres de gravité de la politique extérieure de l'URSS depuis le XXIII<sup>e</sup> Congrès (1966) ; et 3) une projection des objectifs et des maximes politiques à court terme.

Tout comme les autres parties du rapport, la politique extérieure et les relations internationales ont été envisagées par Brejnev dans la bonne tradition stalinienne, en utilisant le même schéma idéologique. Quant au contenu, le Secrétaire général s'est contenté de faire des généralisations, en articulant la politique extérieure comme fonction de la politique intérieure.

L'objectif de base de la politique extérieure de l'URSS des vingt-cinq dernières années était et reste, d'après Brejnev, le maintien et la consolidation du statu quo territorial issu de la Seconde Guerre mondiale.

Brejnev affirme qu'au cours des cinq dernières années (depuis le XXIII<sup>e</sup> Congrès), la politique extérieure de l'URSS a donné de nouvelles preuves de sa réussite : 1) la position de l'URSS sur le plan international s'est sensiblement améliorée et son autorité s'accroît sans cesse de sorte que l'édification pacifique du socialisme en URSS est assurée ; 2) l'influence du « système socialiste mondial » sur la scène mondiale s'accroît également au profit de la paix, de la démocratie et du socialisme ; 3) les trois principaux mouvements révolutionnaires, le camp socialiste, le mouvement ouvrier international et les mouvements de libération nationale dans différents pays, se sont davantage renforcés ; 4) la crise générale du capitalisme continue de s'approfondir et de vastes changements s'opèrent dans le monde qui se dirige inévitablement vers la voie socialiste du développement.

La première partie du rapport de Brejnev portant sur la situation internationale et l'activité du PCUS en politique extérieure était marquée par le caractère ambigu de la position du leadership soviétique actuel dans ces domaines. La « position centriste », contenant beaucoup de contradictions, constitue en fait un mélange (pour ne pas dire pêle-mêle) particulier entre la confrontation et la détente (ou la coexistence), le maintien de l'hostilité idéologique irréductible destinée à préserver l'unité et l'hégémonie du « système socialiste mondial, et le désir sincère de soulager la tension internationale pour permettre à l'URSS de concentrer ses énergies et efforts sur les problèmes domestiques et ceux de l'Europe de l'Est ».

La thèse sur la division bipolaire irréductible du monde en deux camps antagonistes, Est/Ouest, ou capitaliste/socialiste, servait de cadre idéologique pour cette première partie du rapport sur la politique extérieure. Suivant la logique inhérente de cette thèse, Brejnev parlait dans les premières tranches de son discours des relations que l'URSS entretient avec le monde « capitaliste » et dans le cadre du « système socialiste mondial ». Entre les deux thèmes, il a effleuré aussi les relations que l'URSS entretient avec le Tiers-Monde, surtout avec les pays qui, en terminologie soviétique, poursuivent la voie non capitaliste du développement.

### a) Les relations intersocialistes

Parlant du « camp socialiste », Brejnev soulignait en particulier l'importance de la cohésion des pays socialistes et de leur intégration dans les cadres du Traité de Varsovie, du Conseil d'entraide économique et des traités bilatéraux. L'accent était mis plus spécialement sur l'importance de la coordination de la politique étrangère, la multiplication et le resserrement des liens économiques par la coordination des plans économiques pour les années 1971-1975, par la spécialisation ou la « division socialiste du travail » et la coopération dans le domaine scientifique et technologique.

La position nuancée de l'URSS envers la Yougoslavie est intéressante dans ce contexte. Dans son rapport, Brejnev n'a point classé les relations soviéto-yougoslaves comme intra-communautaires dans la communauté socialiste de l'Europe de l'Est. Tandis que, par exemple, la Mongolie est qualifiée par Brejnev d'« alliée fidèle » de l'URSS, les relations soviéto-yougoslaves, d'après l'orateur, ne font que « continuer de se développer », et « les Soviétiques, dit le rapport, souhaitent que le socialisme se consolide en Yougoslavie » et que « les relations de ce pays avec la communauté socialiste deviennent de plus en plus solides ». La position est donc claire : l'URSS ne reconnaît pas sans réserves le modèle yougoslave de socialisme comme équivalent à celui de l'URSS, seul acceptable pour les Soviétiques. Ceux-ci ne reconnaissent pas non plus les « différentes voies du socialisme » ; les « particularités nationales » ne sont reconnues que dans la mesure où elles s'accommodent des « lois générales » du développement socialiste.

Les Yougoslaves ont réagi avec un stoïcisme ironique à ces remarques de Brejnev. Boris Hrzic, dans son commentaire à *Radio Zagreb*, par exemple, a répondu d'une façon assez originale en disant que non seulement en Yougoslavie mais aussi dans bien d'autres pays socialistes, le socialisme devrait être renforcé et consolidé.

Ces quelques remarques critiques envers la Yougoslavie mises à part, le ton général des propos de Brejnev relatifs aux relations intersocialistes en Europe de l'Est, était marqué par l'effort de l'orateur pour souligner ce qui unit le camp socialiste et pour s'abstenir de mentionner ce qui pouvait être interprété comme une critique d'un pays frère. Dans le même ordre d'idées, rien de plus précis n'a été dit au sujet de l'affaire tchécoslovaque, du conflit armé soviéto-chinois de l'Oussouri, des différends soviéto-roumains ou de la crise polonaise. Tous ces problèmes étaient réduits, dans le rapport Brejnev, à « certaines complications et difficultés ».

Dans le même ordre d'idées, Brejnev insistait sur une « étroite coopération et amitié » avec les pays socialistes non européens. Des paroles extrêmement prudentes et conciliantes ont été prononcées sur les rapports sino-soviétiques. Tout en accusant la Chine de tentative « d'altérer la doctrine marxiste-léniniste » et de provoquer « une scission dans le mouvement communiste international », l'orateur semblait plutôt exprimer le souhait de l'URSS de rétablir et de normaliser les rapports de bon voisinage et d'amitié entre les deux pays. Il n'avait cependant pas fait de propositions concrètes. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que depuis ces dernières années, le conflit politico-idéologique qui oppose les deux plus grands partis communistes du monde se durcit au lieu de s'affaiblir. Le fait que le parti communiste chinois avait inscrit dans son nouveau statut d'avril 1969 une disposition instituant la « lutte contre le révisionisme soviétique » en est sans doute une preuve.

Dans son rapport, Brejnev, pour sa part, parlait à deux reprises des « activités scissionnistes » et de la « ligne antisoviétique » des dirigeants chinois. Au cours du congrès, 48 orateurs dont Kossyguine et Gromyko ont évoqué le problème de la Chine (la plupart d'entre eux venaient de la partie asiatique de l'URSS), mais seulement 12 d'entre eux, soit 25 %, ont pris une position prépondéramment hostile sur ce sujet ; les autres se sont limités à dénoncer en termes généraux l'« antisoviétisme » et le « scissionnisme » chinois.

Mesuré aux événements qui se sont produits dans les six dernières années entre l'URSS et la Chine, le problème chinois est évidemment traité au XXIV<sup>e</sup> Congrès avec beaucoup de modération et de prudence. Pendant la révolution culturelle, les diplomates et citoyens soviétiques en Chine étaient injuriés ; au cours de l'hiver 1966-1967, les gardes rouges

bloquaient pendant une semaine l'ambassade soviétique à Pékin ; au début de 1969, un affrontement armé eut lieu le long des frontières sino-soviétiques, et le PCCH, à son congrès d'avril 1969, proclama la lutte contre le révisionnisme soviétique en l'inscrivant dans ses statuts comme un principe idéologique.

Tous ces événements auraient dû suffire aux dirigeants soviétiques pour faire, au XXIV<sup>e</sup> Congrès, un procès à leurs adversaires chinois tellement redoutés. Bien que, comparativement au XXIII<sup>e</sup> Congrès, l'attitude des dirigeants soviétiques au XXIV<sup>e</sup> Congrès était moins conciliante, il n'en demeure pas moins vrai que le ton de leur condamnation de la Chine était très restrictif et bien pesé.

Les représentants des partis communistes étrangers prenaient également une attitude semblable. Parmi les 81 orateurs étrangers, seulement 22, soit quelque 25%, ont pris position, dont 4 étaient favorables aux Chinois : les délégués du Viêt-nam du Nord, du Front de libération du Viêt-nam du Sud, du PC de Chili et de celui de San Marino. Les représentants de deux des plus grands partis communistes de l'Europe de l'Ouest, le PC français et le PC italien, ont tout simplement passé sous silence la question chinoise, ce qui avait probablement satisfait les Soviétiques. Les représentants de la Corée du Nord, de Cuba et de la Yougoslavie ont également adopté cette attitude.

Les alliés soviétiques de l'Europe de l'Est ont pris des positions plutôt nuancées, N. Ceausescu (Roumanie) et W. Ulbricht (RDA) ayant préféré s'abstenir d'une prise de position. Toutefois, chez eux les dirigeants de la RDA au pouvoir, Honecker et Stoph, ont, dans leur prise de position, condamné les Chinois, les 5 et 6 avril 1971. Quant aux Roumains, ils gardent, comme on le sait, depuis longtemps déjà, une neutralité dans les querelles soviéto-chinoises et entretiennent des relations normales avec la Chine.

Une position tout à fait opposée à celle de la Roumanie est prise par Gierek (Pologne), Husak (Tchécoslovaquie), Kadar (Hongrie), Chivkov (Bulgarie) et Zebendal (Mongolie). Ils ont tous condamné, en termes bien connus, l'antisoviétisme chinois.

La condamnation la plus sévère venait cependant des représentants des partis communistes des pays latino-américains : Argentine, Venezuela, Pérou, Brésil, Paraguay, Salvador et Colombie. Ces partis dépendent tous de Moscou financièrement.

Quant à la « question albanaise », enfin, Brejnev n'y a consacré qu'une seule phrase, exprimant le désir de l'URSS de « rétablir des relations normales » avec l'Albanie. C'était d'ailleurs la seule fois que le XXIV<sup>e</sup> Congrès touchait le problème albanais.

En revanche, les organes de *mass media* albanais avaient qualifié le XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCUS de congrès d'« antisocialiste, antimarxiste, antisoviétique, contrerévolutionnaire » et même de « congrès de restauration du capitalisme et du social-impérialisme ». L'attitude albanaise envers l'URSS en tant que porte-parole de la Chine semble être même plus agressive que dans le passé récent. Ainsi la diffusion, le volume et la qualité des émissions radio-phoniques albanaises qui relaient les programmes chinois ont été considérablement augmentés en 1971, et leur contenu est de mieux en mieux adapté aux besoins ressentis par les destinataires. Par exemple, l'usage du terme abstrait « révolutionnisme soviétique » fait graduellement place à d'autres termes frappant mieux l'esprit des destinataires comme « colonialisme soviétique », « nouveaux tsars » ou « social-impérialisme ». De même, la doctrine Brejnev ainsi que certains nouveaux concepts comme « dictature internationale du prolétariat » récemment lancés par les Soviétiques sont combattus sans répit. En somme, les revendications des pays socialistes européens face aux prétentions *hégémoniques* de l'URSS reçoivent un soutien inconditionnel du côté albanais (à lire : du côté chinois).

Parlant des relations intersocialistes et de la politique extérieure, Brejnev ne pouvait évidemment pas ne pas toucher le cas de la Tchécoslovaquie. À ce propos cependant, il n'a que répété les thèses soviétiques bien connues sur les « menaces extérieures impérialistes et sur le danger de la contre-révolution » qui mettaient en danger la sécurité de la communauté socialiste en Europe. Dans ses justifications d'intervention, il s'appuyait largement sur les dernières interprétations des dirigeants tchécoslovaques actuels, en citant même les résolutions passées récemment par le CC du PC de Tchécoslovaquie, en particulier le document : *Les leçons du développement de la crise*. Au fond, Brejnev répétait — bien qu'en termes

plutôt déguisés — la fameuse doctrine sur la souveraineté limitée et le droit d'intervention dans les affaires d'autres pays socialistes de l'Europe de l'Est, doctrine qui porte son nom (doctrine Brejnev).

En revanche, il n'est nulle part question dans le propos de Brejnev que les partis communistes frères sont autorisés à mener une politique en toute souveraineté. Si certains peuvent être d'avis que cela va sans dire, d'autres estiment qu'une déclaration de ce genre eût gagné en importance à être faite.

Comme il fallait s'y attendre, l'« affaire tchécoslovaque » avait également été traitée par le premier secrétaire du PC tchécoslovaque, Husak, venu à Moscou à la tête de sa délégation. Avec toute la servilité qui lui est propre, Husak — remerciant « de tout cœur » une fois de plus les amis soviétiques pour « l'aide fraternelle » apportée en 1968 et qui, d'après l'orateur, avait porté un coup décisif aux tentatives de l'impérialisme et des réactionnaires intérieurs de saper et de réduire à néant les conquêtes socialistes en Tchécoslovaquie — était le seul orateur à s'être aventuré dans la discussion sur la souveraineté des pays socialistes. Dans son allocution devant le forum du XXIV<sup>e</sup> Congrès, il déclarait (en russe, bien que son discours était prononcé en tchèque) ce qui suit : « On parle beaucoup de la souveraineté des États socialistes. Quant à nous, nous sommes cependant d'avis que quelque chose comme une souveraineté abstraite n'existe pas. La souveraineté d'un État socialiste signifie en premier lieu le pouvoir de la classe ouvrière et le rôle directeur du parti communiste ».

Ces paroles de Husak et le ton de son allocution ont sans doute valeur de confirmation de la validité de la doctrine Brejnev, fondée, comme on le sait, sur les concepts de « souveraineté limitée » et de « dictature internationale du prolétariat ». Cette doctrine est toutefois contestée ou ignorée par les autres pays socialistes, en particulier par la Roumanie et la Yougoslavie. M. Ceausescu et Todorovic, respectivement secrétaire général du parti communiste roumain et chef de la délégation yougoslave, ont été les seuls qui, assez directement, ont osé désapprouver la doctrine Brejnev. Le représentant du parti communiste français, Georges Marchais, et celui du parti communiste italien, Enrico Berlinguer, ont préféré ne pas toucher à ce point névralgique. Les *mass media* de ces pays (excepté évidemment ceux de Tchécoslovaquie), rendant compte du déroulement du XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCUS et des discours qui y étaient prononcés, avaient tout simplement ignoré les propos de Husak sur la souveraineté limitée des pays socialistes.

Enfin, il est intéressant de noter ici que les nombreux groupements marxistes-léninistes, maoïstes, trotskistes, gauchistes ou autres « dissidents » de ce type communément appelés dans la terminologie soviétique la « nouvelle gauche » (toujours entre guillemets) étaient à peine mentionnés dans le rapport de Brejnev ou dans les discours des autres orateurs au Congrès. Quelques remarques ont toutefois été faites dans la section « Situation internationale de l'URSS, activité du PCUS en politique extérieure » ainsi que dans la deuxième section intitulée « L'impérialisme, ennemi des peuples et du progrès social. Les peuples contre l'impérialisme ».

Les critiques sévères et sans compromis visaient en particulier les groupements dissidents et détroqués, dans les partis communistes établis, comme les « renégats » R. Garaudy en France, E. Fischer en Autriche, Petkow au Venezuela, ou le groupe *Manifesto* en Italie. Tous ces « dissidents » étaient désavoués dans la plupart des cas comme des « trotskistes ». Ensuite, furent blâmés les groupements de dissidents qui se réclament du maoïsme ou du trotskisme, ainsi que du gauchisme sans autres qualifications.

En général, cependant, l'offensive contre la « dissidence », le « révisionnisme » ou le « déviationisme » de toutes sortes était beaucoup moins intense au cours du Congrès qu'au cours de sa préparation. Cette tâche était également confiée à l'information (cf. par exemple un article de N. V. Patrochilova, « La nouvelle gauche », dans la revue *Voprosy filosofii*, N° 4, 1971, pp. 43-58).

Une des caractéristiques principales de la période préparatoire du XXIV<sup>e</sup> Congrès était en effet l'offensive idéologique contre le « révisionnisme ». Celle-ci était dirigée aussi bien contre le « révisionnisme de droite » qui, dans l'interprétation soviétique, s'identifie au

« réformisme petit-bourgeois » et qui, selon Brejnev, rend absolu la « voie pacifique de la révolution », que contre le « révisionnisme de gauche » qui, s'identifiant au « révolutionnisme petit-bourgeois », prône la « révolution armée ». Une offensive du même genre était également menée contre le maoïsme, la « nouvelle gauche », la « voie yougoslave du socialisme », la « ligne Togliatti » en Italie ou contre le « social-démocratisme » ouest-allemand.

Trois raisons expliquent pourquoi la problématique — très complexe d'ailleurs — de la « dissidence », du « révisionnisme » et du « déviationisme » a été passée sous silence relatif au XXIV<sup>e</sup> Congrès. Premièrement, le désir du leadership soviétique d'éviter toute polémique au sujet du maoïsme, du titoïsme ou autres « ismes déviationnistes », en présence des nombreuses délégations des partis étrangers, dont certaines pratiquent un « isme » quelconque ou défendent l'idée d'un « pluralisme » des voies menant au socialisme, ou encore s'abstiennent de s'immiscer dans les affaires des partis frères. Deuxièmement, un *gentleman's agreement* tacite fut conclu entre les dirigeants soviétiques et les partis communistes frères qui envoyaient des délégations au XXIV<sup>e</sup> Congrès, suivant lequel aucun parti, présent ou absent, ne serait l'objet d'une attaque ou polémique. Troisièmement, les dirigeants soviétiques laissaient savoir leur position à cet égard, bien avant le XXIV<sup>e</sup> Congrès et au cours de la préparation du Congrès, par l'intermédiaire de leur appareil d'agitation et de propagande (*agitprop*) et par les *mass media*.

Cela ne veut cependant pas dire que la synchronisation des positions soviétiques et de celles des autres dirigeants de l'Est était parfaite. Les dirigeants soviétiques n'ont pas obtenu un appui sur tous les points de leur politique. En premier lieu, les partenaires des Soviétiques dans le Pacte de Varsovie n'ont pas montré un enthousiasme pour le projet soviétique de convoquer une conférence paneuropéenne de sécurité (il sera question de ce projet plus loin). Dans leurs interventions au XXIV<sup>e</sup> Congrès, seulement les représentants de Bulgarie, de Pologne et de Roumanie ont mentionné le projet, sans toutefois prendre une position nette. Les autres représentants des partis au pouvoir (Yougoslavie, Mongolie, Corée du Nord, Viêt-nam du Nord et Cuba) ne se sont même pas référés au problème. De plus, W. Ulbricht, dans son allocution, avait même fait savoir que son parti est en désaccord avec l'URSS au sujet de la *Westpolitik* soviétique et en particulier, en ce qui concerne la question allemande. Enfin, un mécontentement général a été exprimé par presque tous les orateurs étrangers au sujet de la négligence soviétique des « particularités nationales » de chaque pays socialiste. Ce dernier point est le point le plus névralgique dans les relations intersocialistes.

En revanche, on a eu des éloges particuliers pour les différents mouvements nationaux de libération et les groupes qui favorisent l'idée d'un front populaire avec les communistes dans les pays occidentaux. Plus spécialement, les partis socialistes engagés ou favorables d'une manière ou d'une autre à la promotion de cette idée furent félicités.

Dans son allocution aux congressistes, Podgorny se réjouissait de la présence parmi les invités du groupe des « partis amis » solidaires avec le PCUS ; dans la majorité des cas, il s'agissait des différents « mouvements de libération nationale » des pays en voie de développement, mais aussi de quelques partis socialistes de gauche, comme le Parti socialiste italien d'unité prolétarienne (PSIUP), le Parti socialiste du Chili (Allende), l'Union sociale-démocrate des travailleurs et des petits paysans (Finlande) et le Parti socialiste du Japon.

La mention particulière de la présence des socialistes de gauche est quelque chose de neuf pour un congrès du PCUS. Le mot d'ordre de Brejnev disant que « nous soutenons et développons nos contacts avec les partis socialistes de gauche d'un certain nombre de pays de l'Ouest, de l'Est et d'Amérique latine » et que « sur ce plan, un travail suffisamment actif a été réalisé ces dernières années » signifie probablement que l'URSS verrait d'un œil favorable la propagation des formules éprouvées dans le passé de « fronts populaires ». Les représentants des délégations étrangères, comme Le Suan du Viêt-nam du Nord, Georges Marchais de France, Enrico Berlinguer d'Italie et d'autres, parlaient d'ailleurs également dans le même sens. Ils soulignaient tous l'importance de la tactique des fronts populaires et de la solidarité anti-impérialiste de tous les mouvements révolutionnaires.

*b) Les relations avec les pays en voie de développement  
et avec les « mouvements démocratiques nationaux »*

Dans la section sur la « situation internationale de l'URSS » et sa politique extérieure, Brejnev parlait, chiffres à l'appui, des « importants succès » qui ont été obtenus dans les relations avec les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine « engagés dans la voie du développement non capitaliste », c'est-à-dire ceux qui ont opté « pour édifier en perspective la société socialiste » par la voie « non capitaliste » du développement. Il avait également mentionné des « mouvements démocratiques nationaux » et les « forces de libération nationale et sociale » de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine.

Les pays suivants ont été particulièrement cités (approximativement dans cet ordre) : la République Arabe Unie, l'Algérie, la Guinée, le Soudan, la Somalie, la Tanzanie, la Syrie, le Congo-Brazzaville, le Ceylan, la Nigeria, le Chili, le Pérou et la Bolivie. Brejnev a souligné plus particulièrement « la victoire du Front de l'unité nationale au Chili » en la qualifiant d'« événement capital » dans la lutte des peuples contre « la réaction intérieure et l'impérialisme américain ». Il voit dans l'expérience chilienne un exemple de la « voix parlementaire » conduisant au socialisme. La voie « non capitaliste du développement » pour laquelle ont opté ces pays se manifeste, d'après l'orateur, sous diverses formes, et plus particulièrement par la nationalisation des biens des monopoles impérialistes, par l'étatisation des banques et des principales branches industrielles ainsi que par les réformes agraires.

Pour Brejnev, la « lutte pour la libération nationale qui se déroule dans (ces) nombreux pays commence à se transformer pratiquement en lutte contre les rapports d'exploitation, de type féodal aussi bien que capitaliste ». Les dirigeants soviétiques voient dans ce processus multiforme une « orientation socialiste » du développement et promettent, comme l'avait souligné Brejnev, un « soutien total » à ce nouveau modèle qui, par une phase intermédiaire et dans l'ordre nécessaire, conduirait au modèle socialiste.

Dans l'esprit des propositions avancées par Brejnev, les mouvements de libération nationale dans les pays en voie de développement sont tributaires du système socialiste mondial, y trouvent à la fois un soutien et un modèle. De plus, l'existence même de ces mouvements est conditionnée par celle du socialisme. Tout comme dans les documents du XXII<sup>e</sup> et du XXIII<sup>e</sup> Congrès, les documents du XXIV<sup>e</sup> Congrès rappellent la concomitance de deux processus : dans l'esprit des Soviétiques, l'apparition du socialisme marque l'avènement de l'ère de la libération nationale des pays en voie de développement contre les visées de l'impérialisme.

De ce qui précède, on est en droit de tirer la conclusion générale que l'URSS se propose d'intensifier sa présence politique dans les pays en voie de développement. L'URSS semble être prête à remplir toutes les places « vides » ou abandonnées dans les relations internationales par les puissances occidentales, et avant tout par les États-Unis.

Les études faites sur ce dernier point montrent en effet que les sympathies pour les États-Unis dans le Tiers-Monde reculent au profit de l'URSS et que la politique de cette dernière est mieux adaptée aux besoins et à la mentalité des pays en voie de développement. Dans le traitement de ces pays, l'URSS reconnaît aujourd'hui qu'il est moins important d'y établir immédiatement un régime communiste que de gagner de la sympathie pour la « voie soviétique de développement ». La politique soviétique à cet égard devient de plus en plus « sophistiquée » et empirique, aussi bien sur le plan idéologique que pratique. Et les ambitions soviétiques y sont globales, malgré les limites naturelles, et s'inscrivent au chapitre de la stratégie politico-militaire globale impliquant l'interaction Moscou-Washington-Tiers-Monde.

Ces ambitions soviétiques globales ne découlent pas seulement des intérêts nationaux ou des impératifs idéologiques de l'URSS mais constituent une attitude stratégique normale d'une superpuissance ; et l'URSS est décidée à conserver un tel statut à tout prix. Ce statut implique en effet, non seulement le maintien du statu quo (qui est une catégorie statique)

mais aussi, et peut-être en premier lieu, la volonté de renforcer et d'élargir la présence et le réseau des relations dans tous les domaines.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, les relations de l'URSS avec le « Tiers-Monde » ont reçu une couverture et une sanction idéologiques. Depuis 1956, en effet, l'idéologie soviétique a développé plusieurs concepts, tels que : « État de démocratie nationale », « État de démocratie révolutionnaire », « mouvement progressiste », « voie non capitaliste de développement », « orientation socialiste », et ainsi de suite, pour marquer un nouveau type de développement et de relations dans lesquelles s'est engagée l'URSS.

Cependant, l'analyse de ces relations montre clairement que la pratique politique a précédé la justification idéologico-doctrinale. L'attitude soviétique envers les pays en voie de développement est en premier lieu dictée par les considérations d'ordre politique et stratégique, et la légitimation idéologique est postérieure à la pratique politique : ici comme ailleurs, l'idéologie n'est pas primordiale dans la formulation des politiques. De plus, cette politique est très coûteuse et se pratique par conséquent d'une manière sélective. Elle commence d'ailleurs à poser des problèmes considérables de coût et de priorité. Parfois même, l'URSS doit prendre position nettement contre certains de ces clients réels ou potentiels (cf. par exemple, la crise du Pakistan). Enfin, un autre problème est la position et le statut politique des partis communistes et leur traitement par les gouvernements en place dans ces pays du Tiers-Monde. Souvent, en réalité, l'URSS se voit obligée d'accepter l'interdiction des partis communistes et même la persécution, voire même la liquidation physique de leurs leaders (cf. les pays arabes, en particulier le cas du Soudan).

En conclusion, on peut dire que le XXIV<sup>e</sup> Congrès n'a apporté aucune innovation, ni politique, ni doctrinale, dans la ligne politique à suivre dans les relations avec les pays en voie de développement. Tout comme dans les autres domaines, c'est la position centriste qui a été adoptée. Brejnev et les autres orateurs traitant ce problème se sont tout simplement bornés à faire ressortir exclusivement les aspects positifs et à passer sous silence des difficultés qui se manifestent progressivement et qui ressemblent de plus en plus à celles auxquelles doivent faire face les pays occidentaux dans leurs relations avec le Tiers-Monde.

Cependant, rien n'indique que l'URSS va, dans un proche avenir, se proposer de mener une politique de désengagement. C'est plutôt le contraire qui va se produire : le statut de superpuissance va sans doute obliger les Soviétiques à maximiser leur effort pour consolider et élargir leur influence dans le Tiers-Monde, en particulier au Moyen-Orient et en Asie de l'Est. Ils y sont d'ailleurs encouragés par les résultats impressionnants qu'a obtenu la stratégie des diplomates soviétiques dans ce domaine. Selon toute probabilité, l'optimisme qui ressort du rapport de Brejnev et des autres documents laisse prévoir plutôt une expansion offensive des relations de l'URSS avec les pays en voie de développement.

Tout indique toutefois que dans ce domaine l'URSS poursuivra une politique sélective. Pour le traitement spécial, les pays suivants sont choisis : quatre pays de l'Afrique noire (Guinée, Congo-Brazzaville, Tanzanie et Nigeria), cinq pays arabes (Égypte, Algérie, Soudan, Somalie et Syrie), et seulement deux pays d'Asie (Birmanie et Inde). Il semble que des relations particulières s'établissent également avec le Bangladesh. On ignore pourquoi l'Iraq et la Lybie, deux pays arabes, ne figurent pas sur la liste de « traitement spécial ». En ce qui concerne l'Amérique latine, il va de soi que le « modèle » chilien attire l'attention particulière des dirigeants soviétiques. Le chef de la délégation du Parti socialiste chilien, Hernan del Canto, était particulièrement honoré : il avait lu une lettre de salutation aux congressistes, privilège qui n'était pas consenti à tout le monde.

### *c) Les relations avec les pays occidentaux*

Après avoir interprété les relations intersocialistes et les relations avec les pays en voie de développement optant, dans la conception soviétique, pour une « voie non capitaliste » du développement ou pour une « orientation socialiste », Brejnev s'efforce de prouver deux thèses apparemment contradictoires. Il affirme d'abord que « la crise générale du capitalisme continue de s'approfondir » et que nous assistons aujourd'hui à de sérieux bouleversements

économiques et financiers des systèmes capitalistes les plus évolués. Mais du même coup, il dit que ces derniers s'efforcent et sont toujours capables de s'adapter à la nouvelle situation mondiale, bien qu'ils subissent une pression croissante des forces révolutionnaires et des forces de libération nationale et sociale. De toute façon, dans l'élaboration de l'ordre des priorités de la politique extérieure soviétique, Brejnev, dans son rapport, a clairement mis l'accent sur les priorités déjà traditionnelles : l'Europe, les États-Unis et la Chine.

Cependant, une des tâches principales de Brejnev était de démontrer que chacun de ces aspects de la réalité internationale est complémentaire des autres, tout en ayant ses caractéristiques propres et sa place dans l'ordre de priorité de la politique extérieure soviétique.

À la suite de ces interprétations, Brejnev déclare avec persévérance que malgré ces contradictions irréductibles auxquelles se heurtent les relations internationales actuelles, l'URSS adhère, aujourd'hui comme dans le passé récent, au principe de la coexistence pacifique avec les pays capitalistes. Dans l'esprit de Brejnev, les contradictions inhérentes aux relations internationales actuelles n'empêchent donc pas leur cohérence causale. La justification de l'adhésion à ce principe de la coexistence pacifique impliquant une coopération économique, scientifique et autre (mais excluant toutefois et pour toujours un compromis idéologique), est évidemment une impasse dans le domaine de la technologie militaire.

Sur ce point, Brejnev s'en tient à la déclaration d'un « programme de paix » touchant sept thèmes, sans y apporter toutefois beaucoup de précisions ou d'idées nouvelles. Le programme de paix en question se résume en cinq points : 1) reconnaissance de toutes les frontières existantes ; 2) liquidation des alliances militaires de l'OTAN et du Pacte de Varsovie ; 3) rejet du colonialisme et du racisme et l'exécution à cet égard des résolutions de l'ONU ; 4) interdiction des armes nucléaires, bactériologiques et chimiques ; 5) complète interdiction de la fabrication des armes nucléaires. Les principales tâches concrètes de la politique extérieure soviétique sont, d'après Brejnev, d'apporter des solutions aux problèmes suivants :

— 1. Il s'agit, en premier lieu, de liquider les conflits armés au Proche- et en Extrême-Orient. L'engagement de l'URSS dans ces deux foyers de guerre, force les dirigeants soviétiques à chercher des solutions honorables n'affectant ni leur propre prestige ni celui de leurs clients et permettant en même temps à leurs adversaires de réduire leurs exigences maximales au minimum acceptable. Comme forme concrète de solution, Brejnev propose une fois de plus de conclure des traités bilatéraux ou régionaux appropriés, c'est-à-dire une solution politique abandonnant ainsi l'idée d'une victoire militaire. Ces idées ont trouvé leur expression verbale dans deux résolutions passées par le XXIV<sup>e</sup> Congrès : 1) « Liberté et paix aux peuples de l'Indochine », et 2) « Pour une paix solide et équitable au Proche-Orient ». Dans une autre résolution intitulée « Réalisation des droits à l'indépendance de tous les États », l'URSS semble reconnaître implicitement l'existence de l'État d'Israël. Mais tout cela a déjà été exprimé par les diplomates soviétiques à maintes occasions et par conséquent, ces déclarations n'apportent aucune idée nouvelle.

— 2. Le deuxième point du programme porte sur les problèmes européens. Ici Brejnev préconise : a) la convocation de la conférence paneuropéenne de sécurité collective en Europe ; b) la dissolution simultanée de l'OTAN et du Traité de Varsovie ou bien, en tant que première mesure, la liquidation de leurs organisations militaires respectives.

Pour assurer le succès de ces deux objectifs, il importe, souligne ce « programme de paix », que soit « tenue pour acquise la reconnaissance définitive des changements territoriaux survenus en Europe à la suite de la Seconde Guerre mondiale ». Outre la reconnaissance du statu quo territorial en Europe, il importe également que les puissances occidentales reconnaissent la RDA et que soit ratifié par la RFA le traité germano-soviétique ainsi que l'accord sur le statut particulier de Berlin-Ouest. À propos de ce dernier point, Brejnev s'efforçait de séparer clairement la question de Berlin-Ouest et celle des relations de l'URSS avec la République fédérale d'Allemagne.



Ici, comme dans le premier point, rien de neuf : tout cela a déjà été préconisé depuis des années. Ainsi l'idée de remplacer les deux alliances, l'OTAN et le Pacte de Varsovie, par un « système européen de sécurité » fut lancée pendant les années 1965-1966. Il en est exactement de même de l'idée de convoquer une conférence paneuropéenne, idée qui est d'ailleurs logiquement liée à celle sur le « système européen de sécurité ».

Ensuite, l'idée de dissocier les alliances politiques de leurs organisations militaires, en dissolvant préalablement ces dernières, n'est pas une idée originellement soviétique, parce qu'elle s'inspire de démarches faites par de Gaulle au sein de l'OTAN. Du reste, ce projet favorise délibérément la position de l'URSS, et ceci à deux points de vue.

Premièrement, parce que la liquidation du Pacte de Varsovie et de son organisation militaire affecterait à peine l'alliance politico-économico-militaire de l'URSS avec les pays de l'Europe de l'Est. En effet, le réseau solide des traités bilatéraux passés depuis la Deuxième Guerre mondiale par l'URSS avec les pays de l'Est peut facilement se substituer au Pacte de Varsovie. La position des pays de l'OTAN s'affaiblirait sensiblement parce que ces derniers n'ont rien d'équivalent dans le réseau de traités bilatéraux en Europe de l'Est. Dans sa proposition, l'URSS ne propose aucune monnaie d'échange. L'objectif de cette proposition semble être double : 1) la consolidation et la légitimation du statu quo en Europe, et 2) la dissolution de l'alliance occidentale, et plus particulièrement le trait d'union entre l'Allemagne occidentale et les États-Unis. Cela signifierait non seulement un avantage défensif mais aussi un déséquilibre des forces dans le monde en faveur de l'URSS. L'aliénation transatlantique entre l'Europe et l'Amérique du Nord en serait une autre conséquence.

Un deuxième avantage pour l'URSS : dans l'hypothèse de la dissolution des blocs militaires et de la reconnaissance du statu quo territorial en Europe, l'URSS aurait les mains plus libres pour consacrer toutes ses énergies au développement et à la modernisation de son économie et rattraper bientôt le niveau des pays occidentaux les plus évolués. C'est d'ailleurs un des objectifs déclarés et permanents de la politique économique soviétique. On ne peut évidemment pas contester la légitimité de cet objectif.

— 3. Le troisième point qui se dégage du programme est en quelque sorte la suite logique du deuxième. Il concentre les mesures politiques à prendre pour diminuer le danger des conflits armés potentiels. À cet effet, Brejnev préconise trois types de mesures : 1) renforcement du rôle de l'ONU dans la prévention des hostilités et des agressions ; 2) renoncements réciproques à l'usage des forces comme moyens de règlement des différends, et la conclusion, à cet effet, de traités bi- et multilatéraux ; 3) les États doivent s'abstenir de s'immiscer dans les affaires d'autrui et mettre tout en œuvre pour éviter les conflits armés ou, le cas échéant, pour localiser les affrontements survenus.

Ici encore, rien de neuf. Brejnev n'a que résumé, dans des formules lapidaires, les objectifs politiques inscrits dans la Charte des Nations Unies et répétés à toutes les occasions par les grandes puissances.

— 4. Alors que le troisième point du « programme de paix » traite des mesures préventives politiques, le quatrième vise « la cessation de la course aux armements de tous types ». Plus expressément, on y vise quatre objectifs : 1) conclure des traités interdisant les armes nucléaires, chimiques et bactériologiques ; 2) obtenir la cessation des essais nucléaires de toutes sortes y compris les essais souterrains ; 3) créer des zones dénucléarisées ; 4) obtenir le désarmement nucléaire de tous les États possédant l'arme nucléaire et convoquer à cet effet une conférence des cinq puissances nucléaires : États-Unis, URSS, Chine, France et Grande-Bretagne.

Ce sont également au fond les propositions anciennes de l'URSS. Le seul point nouveau ici est la reconnaissance de la Chine comme une puissance nucléaire. Toutefois, l'idée en elle-même n'est pas originale, puisqu'une telle conférence à cinq (avec la participation de la Chine) a déjà été proposée par de Gaulle dans sa conférence de presse du 4 février 1965, quelques mois après que la Chine eut fait exploser sa première bombe (le 16 octobre 1964). Invitant la Chine à participer à une conférence des grandes puissances pour examiner

la totalité des problèmes du désarmement, l'URSS espère obtenir un *modus vivendi* avec son rival politique si redouté.

— 5. Comme suite du quatrième point de son « programme de paix », Brejnev propose en cinquième lieu : 1) la convocation d'une conférence mondiale pour examiner la totalité des problèmes du désarmement ; 2) la suppression des bases militaires étrangères ; 3) la réduction des forces armées et des armements dans les régions où la proximité de contingents militaires est particulièrement redoutable, avant tout en Europe centrale ; 4) la négociation afin de s'entendre sur la réduction des dépenses militaires, au premier chef, de celles des grandes puissances.

Le contenu de cette proposition semble être encore plus irréaliste que les propositions précédentes et ne semble pas apporter d'idées nouvelles. L'offensive soviétique « pour la paix » et pour le « désarmement total et complet » est aussi ancienne que la guerre froide. L'abolition des bases militaires étrangères, par exemple, signifierait : 1) le retrait des forces militaires américaines de l'Europe (RFA, Turquie) et de l'Asie (Indochine, Thaïlande), et 2) l'évacuation des forces armées soviétiques de la RDA, de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie. Ce faisant, les deux superpuissances renonceraient implicitement à toute présence politique significative dans « deux Europes ». Et on peut se demander si les deux rivaux seraient vraiment disposés à abandonner l'Europe.

La « doctrine Nixon », qui consiste à laisser aux pays de l'Europe de l'Ouest, plus de responsabilités pour leur défense, et qui se traduit par un transfert progressif à la Grande-Bretagne d'une partie du rôle américain, représenterait à peine une substitution valable pour la présence américaine dans cette partie de l'Europe. D'un autre côté, le réseau des traités bilatéraux passés entre l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est et dont le rôle serait de se substituer à la présence militaire soviétique dans cette autre partie de l'Europe constituerait également à peine une substitution acceptable pour l'URSS. D'où le caractère hautement hypothétique et abstrait de cette proposition.

En ce qui concerne la réduction des dépenses militaires, en l'absence d'un contrôle réciproque efficace sur le terrain, rien n'empêche d'inscrire sous d'autres rubriques budgétaires les dépenses d'armement. Une telle opération est par ailleurs plus facile dans une économie planifiée et centralement dirigée.

Il est intéressant de noter dans ce contexte que les sources soviétiques ont rendu publics pour la première fois dans l'histoire des congrès du parti des chiffres se rapportant au budget militaire. D'après ces chiffres, l'industrie de la défense absorbe 25% des fonds d'investissement (ou fonds d'accumulation comme on l'appelle officiellement) disponibles pour l'accroissement de l'économie nationale, ou 7% du revenu national total. Si l'on ajoute à ces 7%, encore 3% du revenu national qu'absorbent les recherches technologiques, on obtient le chiffre de 10% disponible pour l'industrie de défense. Ces chiffres sont grosso modo paritaires à ceux des dépenses militaires américaines. Toutefois, étant donné que le revenu national soviétique ne représente qu'environ la moitié de celui des États-Unis, les dépenses militaires de l'URSS sont deux fois plus élevées que celles des États-Unis.

Kossyguine, dans son rapport, a révélé qu'au cours du dernier quinquennat (1966-1970), l'URSS a dépensé 80 milliards de roubles (soit \$88.9 milliards d'après l'échange officiel). Le budget militaire pour l'année 1972 s'élève à 17.9 milliards de roubles, soit 10.3% sur 173.7 milliards du budget annuel global.

D'après les spécialistes occidentaux (cf. par exemple, *The Military Balance 1970-1971*, London, 1970), ce budget militaire soviétique ne comprend ni les dépenses pour la production des explosifs nucléaires, ni celles pour le développement de nouveaux systèmes d'armement, dans lequel l'URSS est fortement engagée, ni non plus la partie militaire des dépenses dans le programme spatial de l'URSS. L'*Institute for Strategic Studies* de Londres suppose que ces dépenses militaires et paramilitaires supplémentaires représentent une somme de quelque 30% de plus qu'il faut ajouter au budget militaire officiel.

Dans son annuaire de 1970, le *Stockholm International Peace Research Institute* estime enfin qu'au cours des années 1960-1969, les dépenses militaires de l'URSS ont presque doublé, et leur augmentation pour les années 1965-1969 est de l'ordre d'un tiers. Les dé-

penses des États-Unis pour 1965-1969 ont également atteint une augmentation d'un tiers (y compris le coût de la guerre au Viêt-nam), mais seulement de 40% pendant les années 1960-1969. Ces chiffres comparatifs montrent quel poids représentent pour l'économie soviétique les dépenses militaires. La politique d'un *modus vivendi* avec les États-Unis dans le domaine du désarmement et de la sécurité, inaugurée il y a un certain temps, est sans doute dictée par les impératifs économiques.

Enfin, la proposition de convoquer une conférence mondiale pour le désarmement a cependant aussi ses défauts logiques. Il convient d'abord de rappeler que les démarches politiques en faveur du désarmement datent déjà de 1960. L'offre en ce sens a été faite par Khrouchtchev qui s'efforçait d'intégrer le programme soviétique du désarmement dans les formules générales de la coexistence pacifique. En outre, des négociations de ce genre ont fait et font toujours l'objet de plusieurs conférences multilatérales, sous l'égide de l'ONU, et bilatérales entre l'URSS et les États-Unis (à Genève et à Helsinki). On est dès lors en droit de se demander, compte tenu de la structure hautement complexe du problème, si une rencontre à cinq, puis une rencontre paneuropéenne, et finalement une rencontre mondiale, pourront être favorables aux intérêts américains et soviétiques et si elles faciliteront un accord sur l'ensemble des questions du désarmement.

— 6. Le sixième point du « programme de paix » proposé par Brejnev porte sur la « liquidation des derniers régimes coloniaux » et sur la « condamnation universelle du racisme et de l'apartheid ». L'URSS plaide ici pour l'exécution stricte des décisions prises par l'ONU.

— 7. Le septième point, finalement, porte sur la coexistence pacifique, ainsi que sur l'intensification et le resserrement des rapports de coopération dans tous les domaines avec les États qui y aspirent. À ce propos, l'URSS souhaite l'amélioration des relations bilatérales mutuellement avantageuses avec certains pays. Brejnev se félicite surtout des bonnes relations avec la France qui ont apporté, d'après ses propres paroles, des « conséquences positives importantes » pour toute l'Europe. Il suggère ce type de relations comme modèle des relations Est-Ouest.

En revanche, l'URSS continue résolument à s'opposer à l'intégration économique et politique en cours en Europe occidentale. Elle craint en particulier un rapprochement poussé au-delà des limites permises entre les pays socialistes de l'Europe de l'Est et les pays de l'Europe occidentale, dont la République fédérale d'Allemagne.

Brejnev insistait aussi sur la coopération économique avec le Japon, en proposant même des projets industriels conjoints, dont la construction d'une base maritime commerciale en Extrême-Orient.

Voilà en gros l'interprétation de Brejnev sur la politique extérieure de l'URSS et la situation internationale ainsi que son « programme de paix et de coopération internationale » constituant les objectifs soviétiques à atteindre dans un proche avenir.

#### d) *En guise de conclusion*

Peut-on parler, comme se sont empressés de le faire certains interprètes, de la nouvelle politique extérieure de l'URSS et des nouvelles initiatives soviétiques en relations internationales ? Nous ne le pensons pas. Comme dans le passé récent, la politique extérieure soviétique oscille avec prudence entre la continuité et la stabilité, d'une part, et le changement de statu quo, de l'autre. Ce qui a changé entre le XXIII<sup>e</sup> et le XXIV<sup>e</sup> Congrès, ce n'est pas la politique extérieure en soi mais les circonstances de l'environnement international dans lesquelles elle s'est déroulée.

Le « programme de paix » lancé au cours du XXIV<sup>e</sup> Congrès est constitué d'un ensemble de formules lapidaires contenant des principes de coexistence pacifique qui contrastent avec l'esprit offensif de l'URSS. Cinq objectifs se dégagent de ce programme de la politique extérieure de l'URSS :

1. Créer des conditions favorables dans l'environnement international pour la construction du socialisme et du communisme en URSS.
2. Créer des conditions favorables pour la consolidation et l'élargissement du « système socialiste mondial » modelé à l'instar de celui de l'URSS.
3. Réaliser, sur la base du marxisme-léninisme, une unité solidaire du mouvement communiste international susceptible de donner un exemple pour la solidarité des mouvements ouvriers dans les pays capitalistes.
4. Donner un soutien aux mouvements de libération nationale.
5. Élargir et consolider les relations avec les partis révolutionnaires-démocratiques des pays en voie de développement ainsi qu'avec toutes les forces anti-impérialistes, créant des conditions propres à la consolidation des positions internationales vraiment globales et universelles de l'URSS.
6. Dans la poursuite de ces cinq principaux objectifs de la politique extérieure et souscrivant aux principes de la coexistence pacifique, l'URSS est prête à resserrer également les rapports de coopération, surtout dans les domaines économiques et technologiques, ainsi qu'à entrer en compétition avec le système capitaliste mondial.

Ainsi la stratégie de la coexistence pacifique ne consiste pas à maintenir un statu quo statique, mais à créer les conditions nécessaires à le changer progressivement et par des moyens pacifiques en faveur de l'expansion du « système socialiste mondial ». Le concept de coexistence pacifique est un concept d'action. Il signifie une forme de lutte entre les deux systèmes mondiaux, capitaliste et socialiste, avec tous les moyens, excepté les moyens militaires. C'est une forme de la lutte des classes sur le plan international qui doit se traduire en expansion progressive de la puissance politique de l'URSS et du « système socialiste mondial ». De toute façon, la perception soviétique de la coexistence pacifique n'est pas de nature à faire perpétuer artificiellement le capitalisme, système qui, dans la conception marxiste-léniniste, est condamné à la disparition par la loi de l'histoire. À l'occasion du centenaire de la naissance de Lénine, Brejnev déclarait explicitement qu'au stade actuel de l'impérialisme, sa disparition en tant que système ne serait point automatique et qu'une action de toutes les forces révolutionnaires est indispensable. Ainsi la portée politique réelle de la coexistence, de même que son statisme ou dynamisme et l'attitude des acteurs qui y prennent part dépendent, en dernière analyse, de la constellation des forces en présence.

Cette constellation des forces semble s'effectuer depuis quelques années en faveur de l'URSS. Depuis le XXIII<sup>e</sup> Congrès (1966), l'URSS a atteint une « parité » stratégique et l'armée soviétique s'est vu équipée de l'armement conventionnel et stratégique le plus moderne. L'échec de la Guerre de Six Jours au Moyen-Orient, en 1967, était en même temps une impulsion. La flotte soviétique maîtrise aujourd'hui la Méditerranée, infiltre le Pacifique et se déploie sur toutes les eaux internationales. En attendant la retraite américaine du Viêt-nam, la diplomatie soviétique est devenue très active dans le Sud-Est asiatique et dans la région du Pacifique. La victoire des forces de gauche au Chili et les troubles politiques permanents en Amérique latine offrent à l'URSS une bonne occasion d'accroître son influence sur ce sous-continent. Avec le coup politique causé par la signature du traité avec l'Allemagne et l'accord sur Berlin-Ouest, la diplomatie soviétique est sur le point d'atteindre l'objectif que s'était fixé Staline en ce qui concerne la question allemande et les frontières en Europe centrale et orientale, c'est-à-dire le statu quo dynamique en Europe. Par le lancement de l'idée d'une « conférence paneuropéenne de sécurité », l'URSS tente de consolider définitivement ses positions et possessions sur le continent européen, ce qui lui permettra d'avoir les mains libres surtout en Asie. La réapparition du Japon, ces derniers temps, sur la scène internationale, force en effet l'URSS à normaliser ses relations avec ce pays asiatique, dont les rapports avec la Chine ne manqueront pas de s'élargir.

Ainsi Brejnev et son équipe commencent à récolter les fruits de la politique de coexistence mise en mouvement par Khrouchtchev. Le succès de la politique extérieure soviétique en Asie, au Moyen-Orient et en Europe résulte aussi bien de la capacité du leadership

soviétique actuel que d'une suite d'erreurs politico-diplomatiques et stratégiques commises par les puissances occidentales, et en particulier par les États-Unis au Viêt-nam.

## 2. La politique économique, les objectifs du neuvième quinquennat (1970-1975)

La deuxième partie du rapport du CC présenté par Brejnev a été consacrée aux questions de la politique économique du parti qui se traduisent par les réalisations du huitième quinquennat (1966-1970) et par les objectifs du neuvième plan quinquennal (1971-1975).

Tout comme les congrès précédents du PCUS, le XXIV<sup>e</sup> Congrès a placé les questions économiques au centre des débats. Dans l'esprit des dirigeants soviétiques, l'économie, c'est la politique principale pour le parti et l'État soviétique, bien qu'elle soit largement conditionnée par la consolidation des positions internationales de l'URSS. C'est probablement cette conception d'interdépendance bidimensionnelle qui avait amené Brejnev à parler « à titre d'introduction », d'abord, de la politique extérieure et des relations internationales et, implicitement, de la sécurité, pour se lancer ensuite dans la problématique centrale de l'économie.

Ce n'est donc pas un hasard si, non seulement Brejnev et Kossyguine mais les 62 orateurs présentant leur rapport au Congrès — excepté, peut-être, Gretchko et Gromyko, respectivement ministres de la Défense et des Affaires étrangères — ont consacré l'essentiel de leurs interventions à l'économie. Ont aussi parlé les secrétaires du parti de différents niveaux (républicain, régional, local), ouvriers, kolkhoziens, écrivains et autres. Eux tous consacraient en moyenne 75% du temps à leur disposition aux questions économiques. Les problèmes idéologiques, ceux de la politique intérieure et extérieure au sens restreint, étaient traités plutôt en marge ou à titre complémentaire, et toujours par les orateurs choisis.

Ainsi on peut dire, sans risque exagéré, que les congrès du PCUS sont devenus aujourd'hui le forum pour la popularisation, la vulgarisation et la discussion des questions économiques du pays. Cet état de choses s'explique non seulement par le principe doctrinal de primauté de l'économie sur les autres facteurs, mais aussi par le fait que les dirigeants soviétiques sont fermement décidés à réaliser leurs objectifs de développement et de modernisation de leur société. Les congrès et les conférences du parti servent de forum privilégié pour le conditionnement et l'adhésion de la population à cet effet.

Une autre explication, encore plus pratique de cet état de choses, est que les derniers congrès du PCUS coïncident avec la date d'adoption par les organes du parti des plans économiques (quinquennaux ou autres). C'est d'ailleurs la raison principale pour laquelle le XXIV<sup>e</sup> Congrès a décidé une modification des statuts du parti, suivant laquelle les congrès réguliers du PCUS et les congrès des partis des républiques fédérées seront convoqués désormais une fois tous les cinq ans. Quant aux conférences régulières de territoire, de région, d'arrondissement, de ville et de district, elles seront convoquées deux fois dans l'intervalle de cinq ans entre les congrès du PCUS, c'est-à-dire tous les deux ou trois ans. Ces changements sont sans doute dictés par le but pratique de synchroniser et de contrôler plus efficacement l'exercice et la préparation des plans économiques à ces deux niveaux. La convocation des conférences régionales tous les deux ans a pour but d'assurer l'exercice et la planification des plans « opérationnels », c'est-à-dire des plans annuels qui font partie intégrale du plan quinquennal général.

Cette synchronisation ne signifie cependant pas que les congrès et les conférences du parti sont des instances d'articulation et, à plus forte raison, des centres décisionnels pour l'économie. Le processus d'articulation et de décision se concentre dans les organes dirigeants (Politburo, Secrétariat, *Gosplan*) et non dans les organes centraux (congrès, conférences) du parti. Ces derniers sont principalement des organes d'approbation et de formalisation *post factum*.

Une telle « répartition des fonctions » était d'ailleurs confirmée par Baïbakov, président du *Gosplan*, dans son intervention au XXIV<sup>e</sup> Congrès. D'après ses propres paroles, le neuvième plan quinquennal est « l'œuvre collective du Comité central du parti à laquelle

ont participé activement les républiques fédérées, les ministères (fédéraux), les grandes entreprises et les institutions de recherche scientifique ». Les travaux prenaient deux ans, et « c'est à ce niveau-là que les grandes tâches pour le pays tout entier sont élaborées et décidées » (cf. Chibayev dans la *Pravda* du 7 avril 1971).

Ce qui vient d'être dit ne doit cependant pas être pris au sens absolu. En réalité, le forum du congrès offre parfois à certains dirigeants la possibilité d'exprimer d'une certaine façon leur point de vue personnel concernant certains objectifs ou conceptions du plan. Leurs propositions ne peuvent toutefois pas changer les dispositions du plan lui-même parce que les plans économiques tels que présentés au congrès du parti sont considérés comme exécutoires et ont, du point de vue juridique, le caractère d'une loi. Mais elles peuvent exceptionnellement être prises en considération lors de corrections annuelles des plans en exercice (plans opérationnels) ou lors de l'élaboration du nouveau quinquennat. Évidemment, il faut que ces propositions soient consistantes. Il est cependant très exceptionnel que les superdirigeants se présentent devant le Congrès avec leurs divergences ou des propositions non discutées et acceptées à l'avance. De même, un congrès n'a pratiquement pas les moyens de modifier les grandes orientations politiques décidées par les dirigeants en place, ni moins encore d'apporter des corrections dans la composition des organismes dirigeants.

L'importance du XXIV<sup>e</sup> Congrès pour le domaine économique réside en ce que les dirigeants soviétiques ont informé la population sur les résultats du huitième quinquennat, au cours des années 1966-1970, et sur les objectifs du nouveau plan quinquennal, le neuvième, à atteindre au cours des années 1971-1975.

Dans la chronologie des plans, ce dernier est appelé le neuvième plan quinquennal. Il faut noter toutefois que le sixième quinquennat pour les années 1956-1960 a dû être interrompu en 1959 parce qu'il s'est avéré irréalisable après plus de deux ans ; il fut remplacé par un plan de sept ans (1959-1965). Il s'ensuit que l'URSS avait connu huit plans prospectifs de développement économique, dont seulement sept quinquennats et un plan de sept ans. Ainsi le nouveau plan (1971-1975) est inexactement appelé le neuvième quinquennat ; il est, en réalité, le huitième. Les sources soviétiques l'appellent cependant le neuvième quinquennat. Pour éviter toute confusion terminologique et chronologique, nous l'appellerons également ainsi.

Les deux derniers plans (1966-1970 et 1971-1975) ont été conjointement traités par Brejnev dans son rapport du CC. Cependant, rien de spectaculaire n'y a été relevé. La plupart des informations et des données sur l'état de l'économie ont été déjà publiées dans les sources soviétiques bien avant le XXIV<sup>e</sup> Congrès. Même le réaménagement des priorités causant l'accroissement du fonds de consommation n'était vraiment une surprise pour personne. En réalité, la politique économique des années soixante était marquée par une augmentation graduelle du fonds de consommation ; et c'est dans l'ordre des choses que la production et le volume des biens de consommation continuent à s'accroître.

Parlant des résultats du huitième quinquennat (1966-1970), Brejnev a déclaré, dans son rapport, que sa réussite se traduit par un accroissement des dimensions de l'économie, l'accélération de son développement et l'amélioration de ses indices qualitatifs. Faisant allusion aux échecs de la politique économique khrouchtchevienne et de son septième plan quinquennal (1961-1965), Brejnev affirme que le huitième plan (1966-1970) — premier quinquennat après le limogeage de Khrouchtchev — a remporté « des résultats considérablement plus élevés qu'en 1961-1965 ». Ainsi le volume du revenu national « utilisé pour la consommation et l'accumulation a augmenté en moyenne, par an, de 7.1% contre 5.7% en 1961-1965, soit de 33%. La productivité du travail a augmenté de 37% contre 29% ». Le salaire moyen a augmenté de 26% et la rétribution du kolkhozien, de 42%. Étant donné que la structure des prix a à peine changé ces dernières années, on admet dans les milieux des spécialistes occidentaux que le salaire moyen réel de la population soviétique a augmenté de 33% au cours du huitième quinquennat (1966-1970). (Signalons que le terme « salaire réel » a, en URSS, une autre signification qu'en Occident. Le salaire réel en URSS *per capita* est calculé non seulement à partir du coût de la vie et des salaires individuels, mais en y ajoutant aussi les bénéfices marginaux provenant des « fonds sociaux de consommation ».

Ce sont toutes les dépenses culturelles et sociales de l'État qui, dans les systèmes économiques occidentaux, n'entrent normalement pas dans la catégorie « salaire réel » *per capita*).

Et en fait, on constate un progrès relatif si l'on compare les résultats et les indices quantitatifs et qualitatifs des deux derniers quinquennats (septième, 1961–1965, et huitième, 1966–1970). Mais si le progrès qui se dégage des chiffres nous paraît acquis, il est, par contre, impossible d'évaluer l'élévation réelle du niveau de vie, parce que nos informations sont toujours insuffisantes et sélectives. Les affirmations avancées quant aux résultats obtenus du huitième quinquennat apparaissent plutôt exagérées aux spécialistes occidentaux ; et en réalité, on n'en perçoit pas les signes extérieurs. Seules, semble-t-il, certaines catégories de la population ont bénéficié d'une amélioration toujours relative et l'écart entre l'offre et la demande (besoin) est toujours considérable.

Les traits essentiels qui se dégagent du neuvième quinquennat adopté par le XXIV<sup>e</sup> Congrès peuvent se résumer en deux formules générales : 1) le développement quantitatif et qualitatif continu de l'économie (sur la base de l'industrie lourde qui est la source de la croissance ultérieure du bien-être de la population) et le renforcement de la capacité de défense du pays ; 2) l'intégration des économies nationales des pays socialistes de l'Europe de l'Est.

L'accroissement du bien-être et l'augmentation du niveau de vie de la population sont proclamés l'« objectif suprême de la politique économique du parti ». Cela ne signifie cependant pas que les autres secteurs seront négligés. Brejnev pense que les objectifs fixés par le neuvième quinquennat peuvent être atteints par l'accroissement de la production des biens de consommation, sur la base de jonction et d'équilibre entre l'industrie légère, l'industrie lourde et la défense, ainsi que par l'augmentation des salaires réels et des fonds sociaux de consommation.

Concrètement, on se propose d'accroître le secteur des biens de production (groupe A) de 41 à 45%, le secteur des biens de consommation (groupe B) de 44 à 48%. Mais, pendant les années 1971–1975, l'industrie légère se verra allouer près de deux fois plus de crédits que dans le quinquennat précédent. Pour ce qui est de la production automobile, elle aura augmenté de près de 400% par rapport au chiffre actuel. Cependant, le principe de primauté de l'industrie lourde doit être maintenu. Et, en réalité, comme le confirme Brejnev lui-même, la disproportion entre le groupe A et le groupe B est toujours très considérable : le groupe A constitue aujourd'hui 74% et le groupe B 26% de la production industrielle totale. Il n'empêche toutefois que le neuvième quinquennat vise une augmentation comparative du secteur de la consommation. Mais il ne s'agit pas d'une véritable nouveauté ; déjà le huitième quinquennat (1966–1970) visait des objectifs semblables et ce *trend* marque encore davantage les plans annuels (appelés « plans opérationnels ») depuis 1968. Sur ce point, les huitième et neuvième quinquennats sont trompeusement comparables, formulés dans les mêmes termes et par les mêmes personnes. Cette similarité témoigne du reste que les dirigeants soviétiques actuels ne sont pas parvenus à élaborer des conceptions économiques vraiment nouvelles et dynamiques. Dans son fondement, la politique économique de l'URSS reste inflexible, conservatrice et vise une stabilisation et une continuité des relations économiques établies, plutôt qu'une innovation ou changement des priorités.

En réalité, le bien-être du peuple et de l'homme était depuis toujours proclamé l'« objectif suprême » de la politique économique du PCUS. Même pendant la période stalinienne d'industrialisation et de collectivisation forcées, cet objectif fut inscrit dans d'innombrables documents du parti. Le bien-être du peuple, l'augmentation de son niveau de vie par l'accroissement de la production des biens de consommation étaient également les mots d'ordre de la « nouvelle orientation » politique et économique de Malenkov pendant les années 1953–1955, ainsi qu'un des credos politiques de la déstalinisation khrouchtchevienne. Après la destitution de Khrouchtchev et encore aujourd'hui, les objectifs en question sont proclamés à peu près dans les mêmes termes. Mais il semble que, cette fois, l'on prend plus au sérieux que jamais les promesses réaffirmées. Du reste, dans le neuvième plan, l'accroissement du bien-être est formulé d'une manière assez concrète et en général réaliste.

Cependant, comme nous le verrons ultérieurement, il s'agit à peine d'une innovation majeure de la politique économique soviétique.

Il n'en reste pas moins vrai que l'événement le plus important du XXIV<sup>e</sup> Congrès dans le domaine économique est l'objectif bien pensé de l'accroissement du niveau de vie de la population. L'économie soviétique a évolué depuis 1953 et est arrivée à un degré de maturité qui peut s'intégrer graduellement à une économie de consommation, sans affecter la prépondérance de l'industrie lourde ou réduire la capacité de la défense.

En chiffres précis, on se propose, dans les cinq ans à venir, d'accroître le revenu national de 37 à 40%, notamment le fonds de consommation de 40% et le fonds d'accumulation de 37%. C'est dire que le développement des biens de production sera légèrement inférieur en pourcentage (-3%) par rapport à celui des biens de consommation (+3%). Toutefois, en pourcentage absolu, la prépondérance de l'industrie lourde se maintient (74% contre 26% pour l'industrie de biens de consommation). L'objectif de la politique économique de l'URSS est de corriger cette disproportion considérable pour aboutir à un équilibre entre les deux secteurs (A et B).

La source principale de l'accroissement du revenu national ainsi fixé est, d'après les documents officiels, l'accroissement de la productivité du travail. En réalité, le neuvième quinquennat projette d'élever la productivité du travail industriel de 36 à 40%, contre 32% dans le huitième quinquennat. Dans l'agriculture, cette productivité devra croître de 37 à 40%, contre 35% en 1966-1970. Dans la construction, elle devra s'élever de 36 à 40%, contre 22% dans le quinquennat précédent. C'est dire que l'accroissement du mieux-être de la population dépend directement de l'élévation de la productivité du travail et de l'accumulation des fonds d'investissement.

Ainsi les Soviétiques restent fidèles au concept marxiste selon lequel l'accroissement de la production dans une économie planifiée ne peut être réalisée qu'avec l'élévation massive de la productivité du travail, c'est-à-dire des forces productives. Dans ce sens, le volume légèrement supérieur des biens de consommation prévu par le plan devrait être atteint par l'augmentation du taux de productivité plutôt que par l'abaissement du volume de biens de production.

Le volume de la production industrielle doit augmenter de 42 à 46%, contre 50% réalisé au cours du huitième quinquennat; le traitement prioritaire sera donné aux industries chimiques et la construction des machines; en 1975, la production industrielle globale doit atteindre 528 à 544 milliards de roubles; la production annuelle moyenne de l'agriculture doit s'accroître de 20 à 22% dans les kolkhozes et de 39% dans les sovkhoses. (Brejnev a confirmé toutefois que l'agriculture demeure le secteur le plus faible de l'économie soviétique). L'État investira 129 milliards de roubles dans le secteur agricole, soit un accroissement de 47 milliards par rapport à 38% au quinquennat précédent. C'est un chiffre astronomique, surtout lorsqu'on le compare avec celui de 80 milliards investis officiellement au cours de 1966-1970 dans l'industrie de défense. Mais cet investissement ne semble pas encore résoudre le problème agricole. Kossyguine, dans son rapport, confirmait tacitement que la production annuelle de céréales de 186 millions de tonnes est insuffisante et qu'elle doit s'accroître annuellement en moyenne de 195 millions de tonnes. D'après l'orateur, la question des céréales constitue toujours le « problème-clé » de l'économie soviétique. Mais, malgré cette faiblesse, 12% de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture doit être dirigée vers l'industrie (surtout dans les régions asiatiques et la Sibérie). On prétend qu'en 1975, l'URSS aura dépassé les États-Unis dans sa production industrielle et agricole globale (cf. rapport de Kossyguine). Les revenus réels de la population, par habitant, doivent augmenter de près d'un tiers, soit 5.4% par an. Les salaires et traitements seront augmentés, et le salaire minimum garanti des ouvriers et des employés sera porté à 70 roubles par mois contre 60 roubles pour les années 1966-1970. Au cours du quinquennat, le salaire mensuel moyen des ouvriers et des employés atteindra 146 à 149 roubles et la rémunération du travail des kolkhoziens, 98 roubles. L'accroissement des revenus des kolkhoziens en salaires et en espèces semble être un des objectifs prioritaires de la politique



salariale des dirigeants soviétiques. Jusqu'à ces dernières années, les paysans soviétiques vivaient en réalité au strict minimum existentiel.

Parallèlement à ces améliorations générales des salariés, les « fonds sociaux de consommation » (l'assistance médicale, l'instruction et l'éducation, les activités culturelles, etc.) seront augmentés de 40% et constitueront 90 milliards de roubles d'ici 1975. (Signalons que le volume des fonds sociaux de consommation s'accroît plus rapidement que le volume des revenus individuels directs. Ceci s'explique non seulement par les structures de la distribution du revenu national, mais aussi par les mesures politiques qui favorisent l'augmentation des fonds sociaux).

Comparativement, l'accroissement du niveau de vie entre les huitième (1966-1970) et neuvième quinquennats se présente de la façon suivante :

<i>Domaines</i>	<i>Objectifs du 8<sup>e</sup> plan (1966-1970) en %</i>	<i>Réalisations du 8<sup>e</sup> plan (1966-1970) en %</i>	<i>Directives pour les années 1971-1975 en %</i>
Revenu national (en prix comparables de l'année 1940)	38-41	41	37-40
Revenu réel <i>per capita</i>	30	33	30
Salaires et revenus minima des travailleurs et des employés	20	26	20-22
Rémunérations en argent et en espèces des kolkhoziens	35-40	42	30-35
Fonds sociaux de consommation	40	53	40
Commerce de détail	40	48	40
Services	150	100	100
Construction de logements (en mille qm)	490.6	518	565-575

Ces objectifs, bien que trop optimistes, ne sont pas irréalisables, à condition toutefois que l'ordre des priorités ainsi établies soit respecté, et que les objectifs concurrentiels ne les déplacent pas.

Il est en effet significatif que les objectifs du neuvième plan soient fixés en concordance et en proportion des résultats obtenus du huitième plan. Ainsi le neuvième quinquennat de 1971-1975 fixe une augmentation du revenu réel *per capita* à 30%. Le même taux a été fixé par le huitième plan (1966-1970) et on a réalisé un surplus de 3% (33% en tout). Comparé au septième quinquennat (1961-1965), cela représente une augmentation de 19%. Le salaire moyen au cours de 1971-1975 doit augmenter de 20 à 22% et le salaire mensuel moyen doit atteindre 146 à 149 roubles (le salaire mensuel moyen était de 117 roubles en 1969, et de 122 en 1970). (Le salaire moyen se rapporte aux 87.9 millions de salariés soviétiques, soit 80% de la main-d'œuvre, y compris les kolkhoziens dont le nombre est au moins de 20 millions). Dans les années 1966-1970, l'augmentation du salaire mensuel moyen a été portée à 26%. Au cours du neuvième quinquennat, la rémunération des kolkhoziens doit être augmentée de 30 à 35%, soit à 98 roubles. Le taux correspondant réalisé au cours du huitième quinquennat a été de 42%. Le commerce au détail (qui est le meilleur indice de la consommation privée de la population) doit augmenter de 40% au cours des années 1971-1975. Le taux réalisé durant les années 1966-1970 était de 48% (contre 43.5% planifié).

Dans son ensemble, donc, les indices d'accroissement du bien-être et du niveau de vie de la population prévus pour les années 1971-1975 (neuvième quinquennat) sont en-deça

des résultats du huitième quinquennat (1966-1970). Cela n'empêche toutefois pas que les efforts des dirigeants soviétiques depuis ces dernières années en vue d'augmenter graduellement le niveau de vie continuent à se manifester. Tout semble présumer qu'il s'agit d'une politique à long terme et que les visées du neuvième quinquennat ne représentent qu'une étape de ce développement.

Un des nombreux indices de ce nouveau *trend* est aussi le commerce extérieur. En effet, d'après les paroles de Brejnev et de Kossyguine, l'élévation de la productivité de travail escomptée dans le neuvième quinquennat devra être aidée par l'extension des relations économiques extérieures ; et plus particulièrement par l'importation de la technologie avancée des pays occidentaux. Cette politique est toutefois limitée par le fait que la capacité de l'URSS à exporter, en particulier vers les pays occidentaux hautement industrialisés, est toujours limitée. Cette faiblesse de l'économie soviétique se manifeste clairement dans la balance des paiements chroniquement déficitaires de l'URSS dans ses relations commerciales avec les pays occidentaux.

L'URSS peut en effet payer la plupart de ses importations soit avec l'or, ou soit avec les crédits obtenus pour cinq ans en France, en Italie, en Allemagne et en Grande-Bretagne et dont la somme s'élève, d'après les sources officielles, à 2 milliards de dollars (on ne connaît pas cependant les termes des conditions dans lesquelles ces crédits ont été négociés). Au dire de Kossyguine, l'URSS est en négociations avec la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, l'Allemagne et l'Autriche pour conclure des traités commerciaux et financiers à long terme. Mais il y a aussi des difficultés à surmonter.

A. Machowski, un économiste suisse, avait calculé que si l'URSS continue l'extension de son commerce avec l'Ouest au même rythme que ces dernières années, et ce jusqu'en 1975, le déficit de sa balance de paiements s'élèverait à 1 milliard de dollars. Ceci produirait donc un problème financier considérable pour l'URSS et imposerait, par conséquent, des limites naturelles aux relations commerciales avec l'Ouest. Ainsi la probabilité que le commerce est-ouest irait croissant au cours du neuvième quinquennat ne semble pas être trop optimiste.

À côté de l'accroissement du taux de la productivité du travail et de l'extension du commerce avec les pays occidentaux développés, l'élargissement de la coopération économique, scientifique et technique ainsi que la poursuite de la politique d'intégration dans les cadres du Conseil d'entraide économique (COMECON) et des traités bilatéraux avec les pays est-européens, constituent le troisième multiplicateur de l'élévation du niveau de vie de la population préconisée par le neuvième quinquennat. À cet effet, les documents du XXIV<sup>e</sup> Congrès annoncent un « programme d'intégration économique socialiste », dont les détails ne sont cependant pas encore révélés.

Dans son rapport, Brejnev appelle « le processus d'intégration économique des pays socialistes » la « plus importante transformation des conditions extérieures de l'étape historique actuelle ». Cette formulation semble être nouvelle et destinée à propager à long terme l'idée de l'intégration plus étroite des structures économiques des pays de l'Europe de l'Est. Le contenu réel de cette intégration dans l'étape actuelle se réduit, semble-t-il, à des formules déjà anciennes de la « division internationale socialiste du travail » et « de la spécialisation » dans différentes branches de la production, ainsi que de la « coordination des plans économiques » des pays du Conseil de l'aide économique mutuelle (COMECON). Les informations et les indices sur ce « nouveau » projet d'intégration sont toujours insuffisants et sporadiques et ne nous permettent pas encore de tirer des conclusions valables. Les nouvelles tentatives de l'intégration peuvent sans doute influencer positivement la réalisation des objectifs fixés pour élever le niveau de vie de la population soviétique.

La « nouvelle » politique soviétique d'intégration de l'Europe de l'Est dans le cadre du COMECON, du Pacte de Varsovie et des traités bilatéraux se manifeste non seulement dans la coordination des plans économiques de ces pays, mais aussi dans la coordination des congrès des partis communistes avec celui du PCUS, comme cela se fait déjà depuis toujours à l'intérieur de l'URSS, avec les congrès des républiques fédérées. De plus, ces derniers temps, dans les pays de l'Europe de l'Est tout comme en URSS, on fait coïncider

les congrès des partis avec l'exercice des nouveaux plans économiques. Aussi comme nous l'avons déjà fait remarquer, les questions les plus importantes discutées aux congrès sont les questions relatives à l'économie.

Les représentants des partis communistes de l'Europe de l'Est au XXIV<sup>e</sup> Congrès se sont verbalement déclarés solidaires avec les propos de Brejnev concernant l'intégration politique, économique et militaire. Mais les *mass media* de ces pays ainsi que leurs politiciens et fonctionnaires ont intentionnellement (semble-t-il) passé sous silence chez eux cette question importante (excepté toutefois la Tchécoslovaquie qui, par la bouche de Husak, maintient sa thèse d'une « souveraineté abstraite » des pays socialistes).

En conclusion, on peut dire que l'on observe en URSS aujourd'hui une politique définie de l'élévation notable du niveau de vie. Cela signifie un changement assez fondamental de la politique économique soviétique à moyen et à long terme. Les facteurs principaux sur lesquels on compte pour réaliser progressivement cette politique sont les gains à obtenir par l'accroissement de la productivité du travail, la discipline du travail, l'épargne et l'utilisation des réserves, par l'accumulation des fonds de production, par la poursuite des réformes structurelles et de la politique d'intégration de l'Europe de l'Est, et par le commerce sélectionné avec les pays occidentaux développés.

Les prévisions d'accroissement se caractérisent par leur modestie réaliste ; elles sont relativement inférieures aux chiffres du huitième plan et ont été calculées en fonction des réalisations ou des non-réalisations des objectifs économiques des années 1966-1970.

Poursuivant une telle politique économique, l'URSS, au dire même de Kossyguine et de N. Baïbakov, président du *Gosplan*, rejette toute idée d'une « économie du marché socialiste ».

La politique économique ainsi définie signifie que l'URSS se dirige vers le développement d'une société de consommation. Il va de soi que la réalisation, même partielle, de cette politique aura pour conséquence sociale le changement dans les attitudes et comportements politiques de la population, ce qui peut entraîner une évolution notable du système politique de l'URSS.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que malgré certains résultats positifs détenus dans ce domaine, l'URSS se trouve toujours au point de départ de cette évolution. La distance qui l'éloigne dans ce domaine des pays occidentaux développés et même de certains pays socialistes, par exemple de la République démocratique d'Allemagne, est et reste toujours considérable. D'une manière exemplaire, cela se manifeste par le faible salaire moyen des travailleurs et des employés qui, en 1970, était de l'ordre de 122 roubles par mois, soit environ \$133 d'après le taux d'échange officiel, ou approximativement \$110 si on le convertit en termes de pouvoir d'achat réel des roubles. Même si l'on ajoute à ce salaire moyen des revenus que les travailleurs reçoivent sous forme de différents services (assistance médicale, instruction et éducation, allocation familiale, etc.) des fonds sociaux de consommation, le niveau de vie de la population soviétique est encore considérablement éloigné de celui atteint, il y a relativement longtemps déjà, par les pays occidentaux.

La nouvelle politique économique, si elle se maintient, aura finalement pour conséquence la réadaptation progressive des structures économiques à la nouvelle fonction et au nouvel environnement social dont elle sera l'origine. La réussite ou la non-réussite de cette politique dépend dans quelle mesure se maintiendra le compromis soigneusement élaboré entre les défenseurs de la priorité continue de l'industrie lourde (ou des « mangeurs de l'acier » comme ils sont appelés par leurs adversaires et qui représentent un véritable groupe de pression), et ceux qui plaident en faveur de l'équilibre entre l'industrie lourde et l'industrie de consommation.

Il convient d'observer sur ce dernier point que la révision timide et partielle du principe de la prépondérance de l'industrie lourde (ou de l'accroissement du groupe A) au détriment de l'industrie légère de consommation (ou de l'accroissement du groupe B) n'aurait pas de conséquences idéologiques insurmontables. En réalité, ce principe n'a jamais été considéré comme un principe idéologique fondamental. Son importance s'inscrit plutôt dans le « déterminisme » du comportement politique. Par ailleurs, dans un proche avenir,

et en particulier au cours du neuvième quinquennat, la prépondérance en volume et en qualité du groupe A sera à peine affectée et moins encore renversée au profit du groupe B. Les changements modestes apportés au neuvième quinquennat dans l'allocation des ressources au profit du groupe B ne sont qu'une correction nécessaire de l'ancien modèle de développement économique-social. Et les dirigeants soviétiques actuels semblent être déterminés à mener à bien cette correction nécessaire.

En effet, malgré que, dans son rapport, Brejnev soulignait avec détermination que la politique économique ainsi préconisée dans le neuvième plan quinquennal est la sienne et que le Comité central s'y identifie, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'opposition à cette politique. Comme pour mettre en garde une opposition (réelle ou potentielle) ou comme s'il avait encore à rallier à sa politique des dirigeants ou groupes de dirigeants non convertis, Brejnev dans son rapport attirait l'attention

des agences de l'économie et de la planification, des organisations du parti, des soviets et des syndicats... sur la nécessité pour elles de changer sérieusement leur manière d'examiner le problème des biens de consommation... Ce qui dans le passé était naturel et explicable, quand d'autres tâches avaient la priorité, est inacceptable dans les conditions présentes. Si quelques camarades ne prennent pas cela en considération, alors le parti a le droit de voir dans cette attitude soit un manque de compréhension de l'essence de sa politique, soit le désir de justifier leur inactivité.

Dès ce moment, Brejnev laissait entendre qu'il souhaitait une acceptation plus large sinon unanime de sa politique. Ce qui ne semble pas être le cas.

Remarquons enfin que les dispositions du neuvième plan, tout comme celles du huitième, n'étaient pas encore publiées in extenso, malgré que, dans les deux cas, Kossyguine l'avait promis dans son rapport aux XXIII<sup>e</sup> et XXIV<sup>e</sup> Congrès respectivement. Les raisons pour cette omission ne sont pas connues et aucune explication officielle ou officieuse n'a été donnée.

### 3. La politique intérieure : le développement social, politique et culturel

Dans une autre partie de son rapport, Brejnev parlait du « développement social et politique ». Ici il traite d'abord le problème de la transformation des structures sociales et des tâches du PCUS dans ce domaine. Brejnev constate à cet égard un accroissement rapide de l'intelligentsia, et avant tout l'intelligentsia scientifique et technique qui est aujourd'hui au nombre de 930 000, soit une augmentation de 40% en cinq ans et qui dépasse l'accroissement de tous les autres groupes sociaux. Il a dressé, en somme, un bilan positif du huitième plan quinquennal dans le domaine du développement social, qui s'est achevé en 1970, et préconise un nouveau développement accéléré dans ce domaine au cours du neuvième quinquennat de 1970-1975.

En deuxième lieu, Brejnev touchait le problème de nationalités en Urss. Mais tout comme dans les derniers congrès, la politique de nationalités n'a pas été présentée comme problématique. En termes déjà stéréotypés, Brejnev parlait de la « politique nationale léniniste » et de la « formation d'une nouvelle communauté historique du peuple soviétique » en les présentant comme « une des plus grandes conquêtes du socialisme ». Parlant de l'« épanouissement », de l'« égalité », de rapprochement et de l'« unité monolithique » de toutes les « nations socialistes » et des « peuples soviétiques », Brejnev — comme à toute autre occasion — soulignait le rôle particulier qu'a joué et joue toujours dans ce processus « le grand peuple russe ».

Cette dernière affirmation confirme encore une fois que cette « politique nationale léniniste » se traduit par la politique de russification et d'assimilation déjà traditionnelle depuis les années trente.

Tout comme à l'époque stalinienne, la période khrouchtchevienne, surtout dans les années soixante, s'est distinguée, en ce qui concerne la politique de nationalités, par la politique de « rapprochement », d'« effacement des différences nationales » et de « fusion » des nationalités en une « nation soviétique ». Cette politique était d'ailleurs inscrite dans le programme du parti en 1961. Depuis la destitution de Khrouchtchev, les objectifs fixés en 1961 dans ce domaine n'ont jamais été révoqués. Le nouveau leadership sous Brejnev continue à suivre la même ligne. La multiplication, ces dernières années, des articles qui traitent de ce problème et qui paraphrasent fondamentalement les thèses khrouchtcheviennes, en est la preuve. Une confirmation de la continuité de cette politique qui fait autorité se retrouve dans les thèses du Comité central publiées à l'occasion du cinquantenaire de la Révolution d'octobre en 1967. Dans ces thèses, on parle de nouveau du « rôle directeur du peuple russe » dans la formation de la « nation soviétique ». On revient également à la fameuse formule stalinienne sur la « forme nationale et le contenu socialiste » du développement des nations de l'URSS. Brejnev, quant à lui, parle exactement le même langage et fait les mêmes références et les mêmes affirmations, bien que sa terminologie est plus sélectionnée et plus prudente.

Les « discutants » qui ont pris la parole pour traiter du thème des nationalités à partir du rapport de Brejnev ont souligné plus particulièrement trois points : 1) la primauté du facteur russe ; 2) la nécessité et l'irréversibilité du rapprochement et de l'amitié des nationalités dans les conditions du socialisme ; et 3) la nécessité de la lutte contre toute influence extérieure et surtout contre le « nationalisme bourgeois ».

Les constatations optimistes de Brejnev et celles des « discutants » qui les ont paraphrasées ne signifient cependant pas que le problème complexe des nationalités en URSS a trouvé sa solution. Aux congrès des républiques et aux conférences régionales qui ont précédé le XXIV<sup>e</sup> Congrès, on a beaucoup parlé — beaucoup plus qu'au Congrès lui-même — du « nationalisme bourgeois » des nationalités non russes et des relations entre Russes et non-Russes. Ce thème fut plus particulièrement traité dans les républiques où le problème du nationalisme est le plus aigu, comme dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) et en Ukraine. Les interventions au XXIV<sup>e</sup> Congrès ont rappelé que dans ces républiques les dirigeants du parti s'inquiètent des tendances nationalistes toujours actuelles. Et on se rend compte que la propagation des théories sur le « rapprochement » et la « fusion » qui se traduisent par une politique de russification aggrave le mal.

Dans le contexte idéologique soviétique, le phénomène du nationalisme est étranger à une société socialiste. On le traite comme une maladie importée de l'extérieur à partir de la « propagande impérialiste » et des « services de renseignements impérialistes ».

En somme, on peut dire que le XXIV<sup>e</sup> Congrès avait réaffirmé la primauté du russe en tant que moyen dans la politique soviétique de nationalité visant un rapprochement entre nations et leur fusion en une « nation soviétique ». La prépondérance du russe veut fondamentalement dire l'assimilation à la langue et à la culture russes, ou plus précisément la russification.

Il est assez étonnant que Brejnev, dans son rapport sur la politique intérieure et sociale, n'ait pas beaucoup parlé des activités des soviets et de l'appareil d'État en général. Le système d'État porté en apparence par le système des soviets — autrement que les questions économiques et celles de la politique extérieure — n'était pas placé au centre des intérêts de Brejnev. Il s'est apparemment désintéressé des questions et s'est contenté de ne toucher qu'en marge et en termes généraux, au fonctionnement des institutions d'État, dont le législatif et l'exécutif. Il se gardait surtout de ne pas donner l'impression que le parti était intéressé à faire renaître la vraie vocation politique des soviets devenus *dysfonctionnels* et à partager le pouvoir avec eux. Le statu quo devait être maintenu. Il n'a parlé que de « la participation des travailleurs à la gestion économique », d'un « ajustement de la rémunération selon le travail fourni » ou d'une « attitude communiste envers le travail ». De même que lorsqu'il demandait le développement du rôle des soviets, il ne cherchait en réalité qu'à faire son devoir et non à apporter un remède à l'absence de participation du Soviétique moyen aux affaires publiques.

Brejnev passait encore sous silence le progrès des travaux de la commission sur la préparation de la nouvelle constitution pour l'URSS dont il est président. Il faut en conclure que les travaux n'avancent pas ou que les dirigeants soviétiques actuels préfèrent préserver encore pour longtemps l'ancienne constitution « stalinienne » de 1936, c'est-à-dire que le projet est abandonné.

D'ailleurs, ces questions étaient également négligées par tous les autres orateurs. Et Podgorny, président du Présidium du Soviet Suprême, au lieu de présenter un rapport ou un compte rendu sur les activités des institutions suprêmes de l'État dont il est le chef, était choisi pour prononcer l'allocution d'ouverture du congrès.

Ces questions étaient toutefois largement traitées au cours de sa préparation, ainsi qu'aux congrès de république et aux conférences régionales. On y parlait beaucoup des négligences et des désintéressements des dirigeants locaux. Par ailleurs, le CC du PCus a émis le 13 mars 1971, un décret publié dans l'*Izvestiya* et ensuite radiotélévisé, dénonçant les autorités locales pour toutes sortes de négligences et pour une mauvaise gestion.

L'attitude de Brejnev envers les institutions d'État était également critique. Il dénonçait l'administration d'État et la gestion d'économie, l'appareil de planification, les organisations syndicales ainsi que le travail idéologique dans les institutions étatiques. En revanche, des éloges étaient adressés à la police, aux services de sécurité, aux organes de contrôle, à l'armée et au Komsomol, lequel groupe 28 millions de jeunes. En effet, Brejnev soulignait avec satisfaction que ces dernières années, les services de sécurité étaient renforcés par des « cadres politiquement mûrs ». Quant à l'armée, cette « école de la nation », d'après les propres paroles de Brejnev, elle « demeure toujours au centre de l'attention » du parti. Il en est de même avec le Komsomol, ce « grand réservoir du parti ».

Comme il fallait s'y attendre, Brejnev ne s'en prenait aux différents groupes d'opposition des intellectuels que d'une façon indirecte, notamment quand il parlait de la « formation de l'homme nouveau », de l'« épanouissement total du caractère individuel des dons et des talents », et de la « démocratie soviétique ». D'après lui, cette question s'inscrit au chapitre de la « guerre idéologique et politique entre le monde du socialisme et le monde du capitalisme ». C'est pourquoi, dit-il encore, le parti déclare la lutte aux « idéologues bourgeois et révisionnistes » qui s'apprêtent à « améliorer » le socialisme ou à le « démocratiser ». Ne pas s'opposer à ces tentatives signifie, remarque-t-il, se faire « imposer une démocratie bourgeoise, une démocratie pour les exploitateurs » et abandonner ainsi « la démocratie socialiste avec ses propres principes et traditions ».

Brejnev fait remarquer ensuite que sur ce plan, l'ennemi le plus redouté est — comme il l'avait déjà affirmé dans son exposé sur la politique extérieure — le « révisionnisme de droite et de gauche », entendant par là l'opposition croissante des intellectuels à l'intérieur de l'URSS (« révisionnisme de droite ») et le communisme réformiste et le maoïsme (« révisionnisme de gauche »). Ainsi fut confirmée indirectement l'existence d'une opposition clandestine en URSS, opposition qui se présente au monde comme « démocratique ». Sur ce point, Brejnev mettait en garde tous les dissidents et annonçait le renforcement des mesures répressives contre toutes les déviations.

Le thème idéologie et « antisoviétisme » était évidemment traité par bien d'autres orateurs. Ils parlaient tous de l'idéologie comme « armement moral » contre la « mentalité de consommateur », les « restes du nationalisme », le « révisionnisme de gauche et de droite », l'« antisoviétisme » ou le « sionisme ». Rappelons qu'en URSS et dans l'Europe de l'Est, toutes ces épithètes traduisent le dégel poststalinien, la révolution hongroise, l'« octobre » polonais, le « printemps » tchécoslovaque, le « modèle yougoslave » ou révoltes verbales des intellectuels.

Il va donc de soi qu'il n'y aura aucun relâchement de la tension dans le domaine idéologique. On réaffirme le rôle directeur du parti et sa volonté d'éliminer les déviations de toutes couleurs. Tout se ramène donc au maintien du *law and order*, formule qui marque aujourd'hui tous les systèmes conservateurs voulant étouffer toute la dynamique sociale qui vise à apporter des innovations ou des changements.

En revanche, le congrès n'a en rien développé ou innové l'idéologie. Au XX<sup>e</sup> Congrès (1956), Khrouchtchev et son équipe ont pris l'initiative de développer l'idéologie communiste et l'adapter au besoin de l'époque. Le XX<sup>e</sup> Congrès avait, en effet, inauguré avec beaucoup de courage la déstalinisation. Le XXI<sup>e</sup> Congrès (1959) continuait dans le même sens et, en plus, lançait l'idée de la « création de la base matérielle et technique généralisée du communisme ». Poursuivant la même idée, le XXII<sup>e</sup> Congrès (1961) a adopté un programme de développement de vingt ans (1961-1980) pour la « construction du communisme » en URSS.

Les congrès du parti à l'époque khrouchtchevienne ont partiellement révisé les formules révolutionnaires communistes en les réorientant davantage vers les visées nationales expansionnistes de l'URSS. Le XXIII<sup>e</sup> Congrès (1966), le premier après la destitution de Khrouchtchev, avait procédé tacitement à une révision du programme du parti soumis en 1961. Cette révision a touché non seulement les objectifs politiques proprement dits des programmes mais aussi certains éléments de l'idéologie qu'ils impliquent. Le XXIV<sup>e</sup> Congrès (1971) enfin était un congrès de réaction marqué par la réorientation à moyen et à long termes de la politique intérieure et de la politique extérieure, et que nous analysons ici. Ce Congrès nous rappelle le X<sup>e</sup> (1921) où l'on a formulé des politiques « révisionnistes » à long terme (la nouvelle politique économique, la NEP, par exemple) en sacrifiant (en réalité ou en apparence) une série de principes idéologiques.

Ce n'est sans doute pas un hasard, qu'au début de mars 1971, le parti a pompeusement fêté le cinquantenaire du X<sup>e</sup> Congrès et que les *mass media* soviétiques s'efforcèrent de tirer une analogie entre le X<sup>e</sup> et le XXIV<sup>e</sup> Congrès. Celle-ci n'est peut-être pas aussi parfaite (elle est même trompeuse sur bien des points), mais ces deux congrès ont sans doute quelque chose de commun, notamment la programmation à moyen et à long termes des politiques souvent difficilement conciliables avec les prémisses idéologiques toujours en vigueur.

Parlant de la politique culturelle, finalement, Brejnev s'est refusé de réfuter trop fortement le passé staliniste aussi bien que de s'adonner à une « restalinisation ». Textuellement, il dit :

D'aucuns ont tenté de réduire la diversité de la réalité soviétique actuelle à des problèmes qui ont été irrévocablement relégués dans le passé à la suite du travail effectué par le parti en vue de surmonter les conséquences du culte de la personnalité. Une autre tendance extrême qu'on pouvait remarquer chez certains littérateurs, c'est la tentative de blanchir certains phénomènes ayant eu lieu dans le passé..., c'est la tentative de maintenir des notions et des opinions contraires à l'élément nouveau, créateur, que le parti a apporté au cours de ces dernières années.

Ici comme ailleurs, il s'agit d'une prise de position centriste, entre déstalinisation et dékhrouchtchévisation.

En faisant annoncer que la lutte idéologique dans le domaine des arts et de la littérature serait renforcée « avec une fermeté particulière », Brejnev s'adonne à une critique sévère des écrivains comme Solzhenitsyn (sans le nommer pour autant), en disant que : « Si un écrivain calomnie la réalité soviétique et aide nos adversaires idéologiques à lutter contre le socialisme, il ne mérite que le mépris de la société ».

La position est donc claire : pas de compromis avec les « dissidents », pas de libéralisation dans le domaine culturel.

Dans les débats dirigés sur le rapport de Brejnev, il était clairement dit que le parti n'admet jamais une autonomie pour la culture et les arts, parce que cela signifierait « un isolement des littérateurs et des hommes des arts du parti » (cf. l'intervention du rédacteur en chef de la *Literaturnaya gazyeta*, Tchakovsky). Par ailleurs, ont pris part aux débats sur la politique culturelle seulement les littérateurs et les hommes des arts de troisième rang (excepté M. Cholokhov), comme G. Abkhachidze, M. Aleksyeyev, N. Gribatchev, V. Kozhevnikov, V. Kokhetov, G. Markov, A. Sofronov, A. Tchakovsky. Et même ils se sont limités à faire des éloges au parti plutôt que de discuter des vrais problèmes de la culture.

La partialité (*partiynost'*) et « les principes du réalisme socialiste » demeurent toujours le principe obligatoire pour les créateurs de la culture et des arts. Cela peut, évidemment, signifier à peu près n'importe quoi : tout dépend de l'usage que l'on est appelé à faire de ces principes.

En conclusion, on peut affirmer que dans le domaine de la vie intérieure, sociale, politique et culturelle, le congrès n'a apporté aucun changement marquant. Aucune innovation n'a été introduite et aucun des vieux grands problèmes n'a trouvé sa solution. En fait, la plupart des problèmes étaient passés sous silence ou traités (intentionnellement) superficiellement et en termes très généraux. Par ailleurs, la politique ainsi définie n'est que la confirmation et la continuité de celle énoncée déjà au XXIII<sup>e</sup> Congrès en 1966.

#### 4. Les questions de la vie intérieure du PCUS

La dernière partie du rapport Brejnev était consacrée aux problèmes de la vie intérieure du PCUS. Ici il fait d'abord la synthèse de ce qui a déjà été dit pendant la préparation du congrès, dans les organisations républicaines, territoriales, régionales et locales du parti. On retrouve encore les mêmes thèmes, les mêmes critiques, les mêmes objectifs de même que les références idéologiques ou les citations inépuisables du marxisme-léninisme. Le compte rendu nous fournit également des chiffres sur le parti, dont nous avons déjà fait état et auxquels il nous faudra revenir. Le PCUS compte aujourd'hui 14 455 321 adhérents, dont 13 810 089 membres de plein droit et 645 232 stagiaires. Les communistes constituent 9% de la population adulte du pays. Les ouvriers représentent 40.1%, les kolkhoziens 15.1%, les employés 44.8% des effectifs du parti. Deux tiers des employés appartiennent à l'intelligentsia au sens restreint. Depuis le XXIII<sup>e</sup> Congrès (1966), le parti a enregistré 3 000 000 de nouveaux adhérents.

À ce propos, Brejnev annonce qu'à l'avenir, le parti tiendra compte de la composition qualitative et exercera une action régulatrice sur la croissance des effectifs du parti. Un des moyens envisagés pour y parvenir sera le renouvellement des cartes d'adhérent, le dernier renouvellement remontant à 17 ans. Il s'agit, d'après Brejnev, d'« une des plus importantes mesures d'organisation » pour renforcer la discipline et accroître l'activité des adhérents du PCUS. Les objectifs et les mesures que préconise Brejnev peuvent même signifier une épuration.

Il annonce que les congrès ordinaires du parti seront convoqués désormais une fois tous les cinq ans et non pas tous les quatre ans, comme cela était le cas jusqu'à maintenant. La justification déclarée de ce changement est le renforcement et l'intensification des fonctions de contrôle des organes du parti et de l'État. La raison fondamentale de cette modification est cependant de faire coïncider le congrès du parti avec le lancement du plan quinquennal. C'est d'ailleurs, après tout, ce qui se passe depuis dix ans.

Dans le même sens, Brejnev parlait de la possibilité de promotion de certaines catégories de fonctionnaires dans l'appareil du parti et de l'État ainsi que du renforcement des effectifs travaillant à l'étranger. En même temps, il soulignait la promotion des éléments locaux, les nominations et les promotions à partir du centre à Moscou n'ayant été appliquées qu'à titre exceptionnel.

Les exigences sans cesse plus élevées que présente le statut de cadre imposent au parti, affirme Brejnev, de choisir « les hommes alliant une haute conscience politique à une bonne préparation professionnelle, capables de trancher en connaissance de cause les problèmes du développement de l'économie et de la culture, d'appliquer des méthodes de gestion modernes ».

Pour réaliser cet équilibre entre une « haute conscience politique » et une « bonne préparation professionnelle », c'est-à-dire l'harmonie entre qualités partocratiques et technocratiques, le parti a mis sur pied un réseau de cours permanents de préparation et de perfectionnement des cadres. Durant les années 1966-1971, près de 200 000 personnes ont terminé ces cours. Exigeant une « discipline socialiste unique pour tous les membres de la société », une discipline « obligatoire pour tous et chacun », Brejnev déclarait que « nul



ne peut prétendre occuper à perpétuité un poste dirigeant ». Ceci pourrait également signifier une épuration des cadres dans un proche avenir.

Le dernier point du rapport de Brejnev concernait l'activité théorique et idéologique du parti. On y souligne en particulier le « rôle dirigeant du parti », en condamnant — toujours de la position centrisme propre au leadership actuel — aussi bien les « séquelles du culte de la personnalité » que les « erreurs d'ordre subjectiviste », c'est-à-dire le stalinisme et le khrouchtchevisme.

Le travail idéologico-théorique reste pour Brejnev « un élément important et un devoir international ». Sur ce point, il faisait savoir que le parti « a préparé et édité à grands tirages des livres et des manuels destinés à tous les échelons de l'enseignement du parti » (il y en a trois : inférieur, intermédiaire et supérieur). « Plus de 16 millions de personnes suivent actuellement l'enseignement dispensé dans le système du parti par une armée d'un million de propagandistes ».

## VI. LA NOUVELLE DIRECTION DU PCUS, SES STRUCTURES SOCIALES ET LA PERCEPTION DES POLITIQUES

### 1. Le Comité Central issu du XXIV<sup>e</sup> Congrès

Dans la configuration du pouvoir réel en URSS, le Comité central (CC) est bien l'organe central, mais non un organe dirigeant. Le rôle de direction et de décision politiques réel réside dans le Politburo et le Secrétariat conjointement. Ceci est pourtant contraire à la lettre des statuts du PCus. Toutefois, les membres du CC représentent l'élite partocratique et sa composition personnelle nous fournit un indice important de la distribution du pouvoir parmi les groupes dirigeants. Par ailleurs, le CC peut exceptionnellement jouer son rôle d'arbitre dans les conditions de crises graves qui peuvent surgir au sein du Politburo. De tels cas se sont déjà présentés en 1957 et en 1964 (l'affaire du « groupe antiparti » et la destitution de Khrouchtchev). La manifestation la plus indicative de l'importance fonctionnelle du CC est évidemment ses activités. Du XXIII<sup>e</sup> au XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCus (1966-1971), le CC, composé de 360 membres (195 membres de plein droit et 165 membres candidats), auxquels il faut encore ajouter 79 membres de la Commission centrale de révision (CCR), a tenu seulement 16 assemblées, dont les sessions ne dépassaient jamais deux jours par assemblée, soit moins de trente jours en cinq années. Par ailleurs, les membres du Politburo et du Secrétariat s'abstiennent toujours, dans la mesure du possible, de porter leurs différends devant le forum du CC. Un tel organe numériquement lourd et *dysfonctionnel* dans son rôle ne pouvait naturellement pas prétendre avoir dirigé le parti et par là le pays. Il n'empêche toutefois que le CC garde son prestige comme une assemblée des nobles du parti.

Le XXIV<sup>e</sup> Congrès avait désigné les membres des organismes dirigeants du PCus qui, jusqu'en 1976, auront à diriger le parti, l'État, l'économie et la société soviétique dans son ensemble : 241 membres titulaires et 155 membres candidats du CC ainsi que 81 membres de la CCR. Le CC aura à désigner le Politburo et le Secrétariat.

Le nouveau CC se distingue en premier lieu par le fait que ses effectifs ont été portés à 241, au lieu de 195 élus au XXIII<sup>e</sup> Congrès et 5 membres cooptés, soit 200 en tout. Cet élargissement du CC à 41 membres de plus ne signifie toutefois pas un vrai renouvellement ou une valorisation de son rôle ou de son influence, mais a plutôt pour but de faciliter aux superdirigeants au sommet (Secrétaire général et Politburo) la manipulation du pouvoir. Par ailleurs, 154 membres sortants retrouvent leurs sièges et bon nombre de nouveaux élus ont, en fait, été nommés depuis assez longtemps au poste dirigeant dans l'appareil du parti ou de l'État, qui leur vaut, selon les normes non écrites, le titre de membre du CC. Ce sont les nouveaux secrétaires de républiques, de régions ou de villes, dont le nombre dépasse la quarantaine.

Quant aux membres qui n'ont pas été réélus, leurs noms ne comportent guère de surprises non plus. La plupart d'entre eux, en effet, sont des personnages ayant atteint

l'âge de la retraite ou ceux ayant perdu leur poste dans l'intervalle des deux congrès. Une seule véritable surprise est Valerian Zorine, ambassadeur d'URSS en France, qui perd le titre de membre du CC, qu'il détenait depuis 1961.

Des 200 membres du CC élus au XXIII<sup>e</sup> Congrès, en 1966, 10 sont décédés, dont Vorochilov et Chvernik, 34 ne furent pas réélus, et 3 ministres quittaient leur poste et étaient transférés à la CCR, organe sans importance réelle. On comptait 41 membres candidats du CC et 4 membres de la CCR, promus au rang de membres titulaires, et 48 ont été nommés comme nouveaux venus au CC ainsi élargi.

La stabilité qui caractérise le Politburo et le Secrétariat se manifeste également dans la composition du CC, parce que 63.9% des membres titulaires élus par le XXIII<sup>e</sup> Congrès retrouvent leur place dans le nouveau CC. En plus, 15.7% et 1.7% des nouveaux membres titulaires ont été élus respectivement parmi les membres suppléants du CC et CCR précédents.

Ainsi le nouveau CC élargi est constitué de 396 membres (241 membres titulaires et 155 membres candidats). La CCR comprend 81 membres. Dans la structure du pouvoir actuel, il est probable que la participation aux décisions politiques des membres titulaires du CC sera plus pesante.

En chiffres comparatifs des années 1952-1971 jusqu'à maintenant, la situation se présente comme suit :

<i>Congrès du PCUS</i>	<i>Membres du CC</i>	<i>Membres candidats du CC</i>	<i>Membres de la CCR</i>
1952	24	13	2
1956	41	21	3
1961	107	22	2
1966	149	42	4
1971	241	155	81

Dans le présent CC se retrouvent 149 membres titulaires (61.8%), 42 membres candidats (17.4%) et 4 membres de la CCR (1.7%), qui faisaient déjà partie du CC précédent (de 1966).

La composition personnelle du CC révèle une étonnante continuité depuis la dernière décennie, ainsi que la prédominance des personnages qui travaillent dans les appareils du parti et de l'État.

En réalité, sur les 241 membres titulaires du CC, 149 (soit 76.4% des 195 membres) figuraient déjà au lendemain du XXIII<sup>e</sup> Congrès, en 1966, et 107 (soit 61.1% des 175 membres) depuis le XXII<sup>e</sup> Congrès, en 1961, qui, en octobre 1964, ont limogé Khrouchtchev. On ne compte donc au total qu'une cinquantaine (soit, selon une estimation généreuse, environ un cinquième) de véritables nouveaux venus au CC. On relève parmi eux quelques personnalités relativement nouvelles de la haute technocratie et de la génération relativement jeune. En général, toutefois, la promotion de ces deux catégories était jugée prématurée.

En revanche, les sortants non réélus sont au nombre de 39 sur un total de 195 membres que comptait l'ancien CC, en 1966. Une bonne douzaine d'entre eux ont été éloignés de leurs fonctions sous prétexte d'avoir atteint l'âge de la retraite (65 ans).

Ainsi parmi ceux qui sont vraiment tombés en disgrâce, depuis assez longtemps d'ailleurs, il n'y en a qu'une douzaine. Parmi ces derniers, il faut mentionner surtout les « jeunes turcs » comme Serguei Pavlov, ex-premier secrétaire du Komsomol, limogé en 1968 ; Semitchastny, qui fut remplacé par Andropov, en 1967, à la tête du comité pour la sécurité d'État (KGB) ; et Yegoritchev. Les noms ici énumérés démontrent clairement qu'il s'agit des affidés de Chelepine. C'est d'ailleurs une autre preuve que ce dernier est toujours en disgrâce, quoique non définitive encore (Chelepine est toujours membre du Politburo).

<i>Catégorie fonctionnelle ou professionnelle</i>	<i>Membres titulaires du CC</i>		<i>Membres candidats du CC</i>		<i>Membres du CCR</i>	
	<i>1966 (%)</i>	<i>1971 (%)</i>	<i>1966 (%)</i>	<i>1971 (%)</i>	<i>1966 (%)</i>	<i>1971 (%)</i>
Parti (l'appareil)	90 (46.2)	103 (42.8)	63 (38.2)	63 (40.6)	27 (34.2)	24 (29.6)
État et économie	56 (28.7)	74 (30.7)	51 (30.9)	42 (27.1)	23 (29.1)	22 (27.2)
Syndicats et associations professionnelles	2 ( 1.0)	1 ( 0.4)	5 ( 3.0)	6 ( 3.9)	3 ( 3.8)	3 ( 3.7)
Komsomol	1 ( 0.5)	1 ( 0.4)	2 ( 1.2)	—	—	—
Armée	14 ( 7.2)	20 ( 8.3)	18 (10.9)	13 ( 8.4)	3 ( 3.8)	3 ( 3.7)
Sécurité d'État	1 ( 0.5)	1 ( 0.4)	1 ( 0.6)	2 ( 1.3)	—	1 ( 1.2)
Justice et Prokouratura	1 ( 0.5)	1 ( 0.4)	—	—	1 ( 1.2)	2 ( 2.4)
Idéologues, culture et science	13 ( 6.7)	13 ( 5.4)	11 ( 6.7)	14 ( 9.0)	10 (12.7)	11 (13.6)
Diplomates	14 ( 7.2)	16 ( 6.6)	2 ( 1.2)	3 ( 1.9)	6 ( 7.7)	4 ( 5.0)
Travailleurs et kolkhoziens	3 ( 1.5)	11 ( 4.6)	9 ( 5.5)	10 ( 6.5)	2 ( 2.5)	7 ( 8.6)
Autres	—	—	3 ( 1.8)	2 ( 1.3)	4 ( 5.0)	4 ( 5.0)
TOTAL	195 (100%)	241 (100%)	165 (100%)	155 (100%)	79 (100%)	81 (100%)

Une des caractéristiques du nouveau CC est que le gros de ses membres est resté inchangé. En effet, sa composition démontre une stabilité qui assure une continuité politique de la période stalinienne de postguerre avec la période khrouchtchevienne, marquée par le XX<sup>e</sup> Congrès (1956) et ses conséquences, et la nouvelle ère Brejnev-Kossyguine-Podgorny.

Dans la mesure où l'on peut parler d'un renouvellement dans la composition du CC, il faut signaler l'élargissement de la base du pouvoir de Brejnev qui a réussi à amener à ce « parlement du parti » un nombre important de ses protégés et de ses collaborateurs les plus proches. Même deux personnages de sa « chancellerie privée », Tchoukanov et Aleksandrov-Aquentov ont été nommés au CC et à la CCR respectivement. Il est vrai toutefois que Podgorny et Kossyguine ont également réussi à faire élire au CC certains hauts fonctionnaires et conseillers du Secrétariat du Présidium du Soviet suprême et du Conseil des ministres. C'est dire que les « chancelleries » de chaque membre de la troïka (Brejnev-Kossyguine-Podgorny) ont leurs représentants respectifs dans le CC. On ignore toutefois dans quelle mesure une symétrie de cette représentation est assurée.

En revanche, il est possible de mesurer approximativement l'impact numérique des groupes de catégorie professionnelle ou fonctionnelle représentés dans le nouveau CC :

En statistiques plus simplifiées, on peut identifier les catégories sociales et les pourcentages de leur participation au pouvoir au sein du CC de la façon suivante :

	<i>Sièges au CC</i>	<i>%</i>
Appareil du parti (partocratie)	107	44.5
Gouvernement et soviets	73	30.3
Diplomates, services extérieurs	15	6.2
Armée	20	8.3
Organisations sociales	4	1.6
Intellectuels et scientifiques (au sens restreint)	8	3.3
Travailleurs et kolkhoziens d'élite	14	5.8

Les chiffres ainsi compilés nous indiquent clairement que l'appareil du parti domine, aujourd'hui même plus que dans le passé, le nouveau CC.

En effet, 5 parmi leurs représentants sont promus au rang de membres titulaires et 7 ont été élus membres suppléants. Comparé au CC issu du XXIII<sup>e</sup> Congrès, il s'agit d'une augmentation de 3 membres titulaires et de 4 membres suppléants, soit quelque 45%. En réalité, toutefois, on observe depuis le XXIII<sup>e</sup> Congrès, que l'appareil d'État gagne progressivement en importance fonctionnelle. Pour que l'appareil d'État soit complètement subordonné à l'appareil du parti il faudrait que les fonctions de président du Conseil des ministres et celles du secrétaire général du parti soient cumulées dans les mains d'un seul, comme ce fut le cas les dernières années du règne de Staline et à l'époque khrouchtchevienne.

La direction centrale du parti est représentée au CC par 15 membres titulaires, 6 membres suppléants du Politburo et 4 autres secrétaires, soit par le « groupe des vingt-cinq » superdirigeants.

Un deuxième groupe représentant l'appareil central du CC sont les 43 présidents de sections spéciales du CC (*otdyle*), les dirigeants de l'appareil de propagande et d'agitation (*agitprop*), ainsi que les rédacteurs en chef des revues et des journaux du parti et des agences de *mass media* (*Tass* et *Novosti*). Un troisième groupe est constitué des premiers et des deuxièmes secrétaires des républiques fédérées ainsi que des secrétaires des régions et des grandes villes dont le nombre au CC et dans la CCR s'élève à 105, et parmi lesquels 54 sont les membres titulaires du CC. À ce nombre déjà impressionnant s'ajoutent encore 35 secrétaires régionaux élus pour la première fois au CC et qui sont connus comme protégés de Brejnev ; 12 secrétaires régionaux sont d'ailleurs membres titulaires. Inutile

de souligner que le pouvoir des secrétaires régionaux dans la hiérarchie d'autorité est très considérable (et encore davantage pour ceux qui sont membres du CC). Leur importance est d'autant plus notable qu'il s'agit généralement des (relativement) jeunes technocrates conscients de leur rôle dans la structure du pouvoir du pays. C'est d'ailleurs le seul groupe important de dirigeants soviétiques qui peut apporter un changement dans les relations fonctionnelles parti-État.

Le Politburo est l'organe décisionnel, mais les secrétaires régionaux sont ceux qui exécutent les décisions. Et il y a plusieurs façons d'exécuter, de ne pas exécuter ou encore de saboter l'exécution d'un ordre. La destitution de Khrouchtchev en 1964, par exemple, était causée en grande partie par le mécontentement des secrétaires régionaux envers son leadership.

Assez surprenant est le fait que le Komsomol qui compte aujourd'hui 28 millions de membres ne soit représenté que par 1 membre titulaire (Ye. M. Tyazhelnikov, premier secrétaire du Komsomol) et 1 membre suppléant (B. N. Pastoukhov, deuxième secrétaire).

Le gouvernement et la haute administration ainsi que la technocratie économique sont représentés au CC par Kossyguine et ses deux premiers vice-présidents du Conseil des ministres de l'URSS, Mazourov et Polyansky, Voronov, président du Conseil des ministres de la RSFSR, et Chtcherbitsky, président du Conseil des ministres d'Ukraine (tous membres titulaires du Politburo). Sont membres du CC aussi 9 vice-présidents du Conseil des ministres. Ils constituent tous une sorte d'*inner cabinet* du gouvernement soviétique. Le *Gosplan* (Comité de planification d'État) est représenté par son président Baïbakov et ses 4 vice-présidents. En tout, le gouvernement de l'URSS est représenté dans les organes centraux et dirigeants du parti par 77 ministres et présidents des comités d'État, 15 présidents de Conseils des ministres de quinze républiques fédérées, 7 membres du gouvernement de la RSFSR et 2 de celui d'Ukraine. Les représentants du gouvernement et de la haute technocratie économique au niveau de l'URSS (central) proprement dit sont au nombre de 82. Ce sont : 1) les membres du Présidium du Soviet suprême de l'URSS et de son appareil ; 2) les membres des présidences de deux chambres du Soviet suprême (Soviet des Nationalités et Soviet de l'Union) ; 3) les membres du Présidium et de la chancellerie du Conseil des ministres de l'URSS ; et 4) les ministres techniciens-technocrates, présidents des Comités d'État et hauts fonctionnaires de l'appareil de planification économique (*Gosplan*).

Un groupe assez particulier dans la composition du CC représente les diplomates et les hauts fonctionnaires dans le ministère des Affaires extérieures. Leur importance numérique a à peine augmenté et leur bonne position parmi les membres titulaires s'est maintenue. Ce groupe compte 16 membres titulaires, 3 membres suppléants et 4 membres de la CCR, soit 23 en tout.

Parmi les diplomates les plus remarquables, il faut mentionner d'abord A. A. Gromyko, ministre des Affaires extérieures, le premier vice-ministre V. V. Kouznetsov, et le nouveau vice-ministre N. N. Rodinov ; V. S. Semyenov, vice-ministre, et chef de la délégation soviétique dans les négociations du *SALT*, reste membre suppléant du CC. Le vice-ministre Ilitchev, responsable pour les négociations avec les Chinois et qui était dans le passé un haut fonctionnaire dans le service de l'agitation et de la propagande (*agitprop*) du CC, n'a pas été réélu.

Les ambassadeurs soviétiques dans les pays socialistes, qui sont à ce titre aussi les représentants du PCUS dans ces pays, sont tous membres du CC ; ce sont : P. A. Abrassimov en RDA, V. I. Drozdenko en Roumanie, V. Ya. Pavlov en Hongrie, S. A. Pilotovitch en Pologne, A. M. Pousanov en Bulgarie, V. S. Tolstikov en Chine, N. P. Toloubouyev à Cuba, S. V. Tchervonenko en Tchécoslovaquie, S. N. Chtchetinine en Mongolie, V. I. Styepakov en Yougoslavie, ainsi que N. G. Soudarikov en Corée du Nord et I. S. Chtcherbakov au Viêt-nam du Nord.

Il est intéressant de noter que l'ambassadeur en Pologne, Pilotovitch, n'est qu'un membre suppléant du CC et que les ambassadeurs en Corée du Nord, Soudarikov, et celui au Viêt-nam du Nord, Chtcherbakov, ne sont que membres de la CCR.

Le nouvel ambassadeur au Chili, A. V. Bassov, est promu au rang de membre titulaire du CC, ce qui souligne l'importance de son poste. L'ambassadeur à Washington, A. F. Dobrynine, est promu de membre suppléant à membre titulaire. Aussi l'ambassadeur en Inde, N. M. Pyegov, est membre titulaire. L'ambassadeur en Égypte, V. M. Vinogradov, est promu seulement au rang de membre suppléant.

Appartiennent également au CC, bien qu'avec des titres différents, les ambassadeurs soviétiques en Grande-Bretagne (M. N. Smirnovsky), en Suède et en Finlande (V. F. Maltsev), et en Italie (N. S. Rychov), ce qui signifie également que leurs missions dans ces pays sont aussi importantes.

Le seul diplomate important non réélu au CC est l'ambassadeur de France, Iovine. Il a 69 ans et on peut présumer qu'il prendra sa retraite bientôt.

Finalement, les ambassadeurs en Turquie et en Algérie n'ont pas été réélus au CC.

Quant aux militaires, autre groupe important dans le CC, leur représentation reste pratiquement stationnaire. Ils sont au nombre de 36, sont tous de hauts officiers (maréchaux, amiraux et généraux) et représentent 7.5% du total des membres du CC.

Le fait qu'aucun militaire n'ait été élu au Politburo signifie que la direction du parti veut continuer de tenir à l'écart l'armée de la haute politique, comme ce fut le cas depuis toujours (l'affaire du maréchal Zhoukov mise à part). Cela ne veut cependant pas dire que l'influence politique de l'*establishment* militaire est nulle. Les militaires jouent leur rôle d'articulation politique en tant que technocrates professionnels, mais ne participent pas directement dans le système décisionnel proprement dit.

Depuis le XXIII<sup>e</sup> Congrès (1966) 5 maréchaux, Malinovski, Yeremenko, Rokossovsky, Sokolovsky et Timochenko sont décédés. De la vieille garde des maréchaux, il ne reste que Boudyenny, Bagramian, Konyev, Moskalenko et Tchouykov dans le CC. Le ministre de la Défense, le maréchal Gretchko, son premier vice-ministre, le maréchal Yakoubovsky, les commandants en chef des forces du Pacte de Varsovie, le chef d'état-major, le maréchal Zakharov, et le général Sokolov, sont aussi membres du CC. En font également partie les commandants de différentes armes, le grand amiral Gorchkov, le maréchal des forces aériennes, Koutatchév, le maréchal des forces de fusées Krylov, le commandant des forces de la défense aérienne, le maréchal Balitzky, les commandants de logistique, les généraux Pavlovsky et Maryakhine ainsi que le premier vice-chef d'état-major général Ogarkov.

On trouve également dans le CC les commandants des forces armées soviétiques en RDA et en Tchécoslovaquie, respectivement les généraux Koulikov et Mayorov, ainsi que les commandants des régions militaires de Moscou, de Léninegrad, de Kiev, de Biélorussie, du Caucase du Nord et d'Asie centrale. Le commandant des forces armées en Extrême-Orient soviétique, le général Toloubko, et le commandant de protection aérienne de Moscou (armée avec fusées *ABM*), le général Koldounov, sont des nouveaux élus au CC.

Dans un passé récent, le groupe des militaires dans le CC s'est recruté en grand nombre parmi les représentants des forces aériennes. Actuellement, les plus favorisés sont les représentants des forces maritimes, en particulier ceux des armées navales de la mer du Nord et de l'océan Pacifique. Ceci est sans doute une indication sur les priorités militaires (stratégiques) de l'URSS.

Le groupe de militaires dans le CC comprend également le chef de l'Administration politique centrale de l'Armée et de la Flotte soviétique auprès du CC du PCUS, le général A. A. Yepichev, et deux autres *politrouks* (commissaires politiques), les généraux K. S. Grouchevoy et S. P. Vasyaguine. Enfin, élu au CCR, le général D. A. Dragounsky, chef d'enseignement supérieur pour officiers *Vystryel*, qui se faisait valoir ces dernières années comme porte-parole officiel des Juifs soviétiques.

La composition quantitative et surtout qualitative du groupe des militaires au CC nous montre clairement qu'il est toujours en mesure de faire valoir son influence et ses vues politiques dans les structures du pouvoir en URSS, en particulier parce que l'*establishment* militaire est fortement associé au « complexe militaire-industriel » et fait partie de la haute technocratie professionnelle du pays.

Le groupe de sécurité d'État, de police et du ministère des Affaires intérieures (*MVD*) ainsi que du ministère de la Justice, semble avoir revalorisé sa position au CC. Le chef du Comité de sécurité d'État (*KGB*), You. V. Andropov, était confirmé comme membre suppléant du Politburo. Son premier adjoint, S. K. Tsvigoune, son adjoint et le commandant des forces armées du *KGB*, G. K. Zinev, ainsi qu'un autre adjoint d'Andropov, V. M. Tchebrikov, sont élus pour la première fois au CC. On trouve également le chef du *MVD*, N. A. Chtchelokov, et le ministre de la Justice, V. I. Terebilov. Toutes ces institutions constituent l'appareil de coercition et de répression de l'URSS. L'admission de leurs chefs et adjoints dans les organes supérieurs du parti signifie que ce dernier est décidé à préserver et à renforcer le *law and order* établi, face à l'apparition de la nouvelle opposition des intellectuels toujours croissante. En chiffres absolus et en pourcentage, le poids de ce groupe ne s'est accru que légèrement. Son importance réside plutôt dans le choix des personnes. N'ont pas été réélus de ce groupe : Semitchastny' (ancien chef du *KGB*) et Tikounov, considérés comme appartenant au groupe de « jeunes Turcs » conduit par Chelepine (membre du Politburo).

Pour renforcer l'image d'un « parti des travailleurs », le XXIV<sup>e</sup> Congrès avait considérablement renforcé le nombre des ouvriers au CC en y élisant 14 représentants de ce groupe. Ces « ouvriers » peuvent toutefois difficilement passer pour de vrais ouvriers parce qu'on identifie parmi eux des directeurs d'usines (par exemple les directeurs des usines d'automobiles à Moscou et à Gorki), des présidents des kolkhozes et des « héros du travail socialiste ». Seulement une partie de ce groupe est composée de « vrais » travailleurs d'élite. L'importance fonctionnelle de ce groupe est purement représentative.

Il en est de même avec le groupe des intellectuels travaillant dans le domaine de la culture ; il est représenté par les hauts fonctionnaires pour la culture et la science, ainsi que par des idéologues et les rédacteurs en chef des grands journaux et revues ou autres responsables de l'information. On y identifie des personnages comme Ye. A. Tourtzeva, ministre de la culture, S. G. Lapine, chef de la radio-télévision, P. N. Fedossyev, directeur de l'Institut du marxisme-léninisme, L. M. Zamyatine, chef de l'agence Tass, les écrivains Cholokhov et Tchakovsky, etc.

Il est intéressant de noter les deux nouveaux personnages admis au CC : deux théoriciens et conseillers de marque de politique extérieure et des relations internationales dont les services étaient souvent demandés par le CC et le ministère des Affaires extérieures. Ce sont les professeurs Inozyemtsev de l'Institut de Commerce mondial et des Relations internationales et Arbatov de l'Institut d'Études sur l'Amérique (nouvellement créé) de l'Académie des Sciences de l'URSS. Ces deux promotions marquent l'importance que le parti attache à ces deux domaines de la politique extérieure.

En guise de conclusion générale, on peut dire que le nouveau CC qui, d'après les statuts du PCUS, est un organe suprême (« parlement » du parti) et est supposé diriger toutes les activités du parti, de l'État et des organisations sociales du pays, est à peine bien placé pour vraiment accomplir son rôle et ses fonctions. Tout comme dans le passé, il lui manque le dynamisme qui lui permettrait d'être un organisme suprême et dirigeant.

Brejnev et son équipe dans le Politburo et le Secrétariat ont bien réussi à renforcer leur position, mais par contre, le nouveau CC dans sa composition sociale n'apparaît pas encore parfaitement obéissant à n'importe quelle volonté. Les forces conservatrices et néostaliniennees contre lesquelles s'est dressé Brejnev dans son rapport demeurent relativement fortes dans le CC. La composition sociale élitiste du CC et la façon dont ses membres étaient choisis contredisent toutes les déclarations faites au cours du XXIV<sup>e</sup> Congrès relatives à l'« élargissement de la démocratie socialiste », à l'augmentation du niveau de vie de la population et l'accélération de la révolution technologique. La structure actuelle du pouvoir en URSS, et qui trouve son expression dans la composition du CC, montre combien les différents groupes participant à leur façon au pouvoir tiennent en premier lieu à maintenir leur influence et à défendre leurs intérêts acquis ou prospectifs. Dans ces conditions, il y a évidemment peu de place pour des changements et des innovations.

## 2. Le Politburo et le Secrétariat

Comme déjà souligné, le CC est bien un organe central mais non un organe dirigeant. Le sommet du pouvoir est situé dans le Politburo et le Secrétariat.

Dans son rapport, Brejnev disait qu'au cours de la période écoulée, le Politburo se réunissait régulièrement une fois par semaine pour « discuter tous les problèmes importants de la politique intérieure et extérieure ». Chaque semaine se réunissait également le Secrétariat dont le travail s'était concentré sur « le choix des cadres et le contrôle de l'exécutif ». A. Gromyko, ministre des Affaires étrangères, disait dans son intervention au XXIV<sup>e</sup> Congrès que le Politburo « s'occupait journallement de la politique extérieure ». Cela veut dire que les principales décisions dans le domaine de la politique extérieure étaient prises dans le Politburo et que ce dernier s'est pratiquement substitué au gouvernement de l'URSS. C'est pour cela que la constitution du Politburo et du Secrétariat était de première importance.

	<i>POLITBURO</i>	<i>SECRÉTARIAT</i>
<i>Membres titulaires</i>	<i>Membres suppléants</i>	
Brejnev (secrétaire général du CC)	Andropov (chef du KGB)	Brejnev
Podgorny (président du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS)	Demitchev (responsable pour la propagande et la culture)	Souslov
Kossyguine (président du Conseil des ministres de l'URSS)	Macherov (premier secrétaire du parti de Biélorussie)	Kirilenko
Souslov (responsable pour l'idéologie et la politique extérieure)	Mzhavanadze (premier secrétaire du parti de Géorgie)	Koulakov
Kirilenko (responsable pour les cadres et l'économie)	Rachidov (premier secrétaire du parti d'Ouzbékistan)	Demitchev
Pelche (président de la Commission de contrôle)	Oustinov (responsable pour la sécurité nationale et l'armement)	Kapitanov (responsable pour les activités du parti)
Mazourov (premier vice-président du Conseil des ministres de l'URSS)		Katouchév (responsable pour les relations avec les partis communistes étrangers)
Poliansky (premier vice-président du Conseil des ministres de l'URSS)		Ponomaryev (responsable pour les relations internationales)
Chelest (premier secrétaire du parti d'Ukraine)		Solomyentsev (responsable pour l'industrie)
Voronov (président du Conseil des ministres de la RSFSR)		Oustinov
Chelepine (président des organisations syndicales)		
Grichine (premier secrétaire du Gorkom, Moscou)		
Kounayev (premier secrétaire du parti de Kazakhstan)		
Chtcherkitsky (président du Conseil des ministres d'Ukraine)		
Koulakov (responsable pour l'agriculture)		



Sur ce point, le plus extraordinaire est que l'on ne compte pas un nouveau venu, pas un membre sortant, pas une destitution ou une rétrogradation parmi les 25 personnages qui constituent la vraie direction du système politique soviétique : le Politburo et le Secrétariat. C'est un fait sans précédent dans l'histoire du PCUS, de même qu'une preuve de la « stabilité » et de la continuité du leadership de l'URSS. Mais c'est aussi un signe de conservatisme et même d'immobilisme.

Les quelques changements hiérarchiques intervenus à l'intérieur du groupe même des 25 n'ont qu'une signification plutôt secondaire. Ce groupe se présente de la façon suivante (dans l'ordre présenté par Brejnev devant le XXIV<sup>e</sup> Congrès) : voir page précédente.

Parmi eux, ceux qui ont bénéficié d'une promotion au rang de titulaire (grâce à l'élargissement du Politburo de 11 à 15) sont : Grichine, Kounayev, Chtcherbitsky et Koulakov. Ce dernier est le seul à être élu membre titulaire du Politburo sans passer par le stade de membre suppléant. Aucun nouveau membre suppléant n'était élu ; le cercle est donc fermé. Tous les nouveaux promus sont considérés comme des protégés et partisans de Brejnev, sauf, peut-être Grichine dont la fidélité est moins prononcée.

La composition du personnel du Secrétariat (10 membres) sous le secrétaire général Brejnev demeure inchangée depuis le XXIII<sup>e</sup> Congrès.

La position de Brejnev dans le Politburo est renforcée surtout par les nouvelles promotions, ainsi que par la neutralisation de certaines tendances. Aucun représentant des militaires, par exemple, n'y a été admis. D. F. Oustinov, chargé de s'occuper de la sécurité nationale et de l'industrie d'armement et probablement de l'administration et du contrôle du KGB, de l'armée, de la justice et de la *prokouratoura*, est un civil. Ses fonctions dans le Politburo et dans le Secrétariat lui vaudraient le rang de membre titulaire ; mais, assez étonnant, sa promotion n'a pas été jugée opportune. Son accession à l'échelon supérieur aurait sans doute un peu trop modifié l'équilibre de l'ensemble, étant donné que Brejnev réclame le droit de superviser lui-même toutes les affaires les plus importantes.

Avec l'élargissement du Politburo de 11 à 15 membres titulaires, l'autorité de Brejnev s'est accrue ; il n'est plus tellement dépendant de l'alliance avec Kirilenko comme ce fut le cas dans le Politburo précédent. Mais il se heurte encore, selon toutes indications, à des limites non négligeables.

Brejnev peut facilement compter sur les dirigeants dans la région de Dnipropetrovsk (Ukraine) et dans la République de Moldavie, où il était auparavant secrétaire. Mais Kirilenko et Chtcherbitsky y ont aussi leurs amis. Kounayev s'associait à Brejnev quand ce dernier était secrétaire au Kazakhstan. Mais surtout, Brejnev éprouve un besoin de s'assurer l'appui de Podgorny et du premier secrétaire du parti en Ukraine (République la plus importante après la Russie), Chelest, dont l'Ukraine est leur pays natal et un *hinterland* politique. Mais Kirilenko, un rival potentiel de Brejnev, dans un passé récent, a aussi une bonne assise en Ukraine et dans les régions d'Oural.

Un autre associé de Brejnev dans le Politburo est Mazourov qui vient de la Biélorussie. Par l'intermédiaire de Mazourov et de Macherov, Brejnev est en mesure de contrôler l'organisation du parti en Biélorussie.

L'organisation du parti de la ville de Moscou (l'organisation numérique la plus importante après celle d'Ukraine) est dirigée par Grichine, personnage de l'avenir, et protégé de Brejnev, sur lequel il compte beaucoup.

L'organisation du parti à Léninegrad a fortement perdu de l'importance après la mort, en 1965, de son chef, F. Kozlov. Ce déclin facilite évidemment les manœuvres politiques de Brejnev au Politburo, et pour un certain temps du moins, il n'a rien à redouter. Grâce à cette configuration d'« affiliation » et à l'élargissement du Politburo, l'assise de Brejnev au pouvoir demeure assez solide.

Une autre conséquence de l'élargissement du Politburo est le fait que l'appareil du parti (la partocratie) avait regagné la prépondérance numérique parmi les membres titulaires (comme ce fut le cas à l'époque khrouchtchevienne) sur les représentants de l'appareil de l'État. Dans le Politburo précédent, il n'y avait que 5 représentants de l'appareil du parti

proprement dit : Brejnev, Souslov, Kirilenko, Chelest et Pelche. L'appareil de l'État en avait aussi 5 : Kossyguine, Podgorny, Poliansky, Mazourov et Voronov. Chelepine (chef des syndicats) jouait ainsi un rôle important dans le maintien de l'équilibre entre les deux groupes. Actuellement, l'appareil du parti est numériquement renforcé par Grichine, Kounayev et Koulakov, tandis que l'appareil de l'État n'est affermi que par Chtcherbitsky.

Le rapport numérique entre les Russes et les non-Russes dans le Politburo (parmi les membres titulaires) garde aussi son importance. Dans le Politburo précédent, ce rapport était de 6 à 5 et dans celui actuellement en place, de 8 à 7 au profit (dans les deux cas) des non-Russes. Parmi les non-Russes, on compte aujourd'hui 5 Ukrainiens (Podgorny, Kirilenko, Poliansky, Chelest et Chtcherbitsky), 1 Biélorussien (Mazourov), 1 Lettonien (Pelche), et 1 Kazakh (Kounoyev). Parmi les sept Russes, on compte Brejnev, Kossyguine, Souslov, Chelepine, Voronov, Grichine et Koulakov. Parmi les 6 membres suppléants, on compte 3 Russes (Andropov, Demitchev et Oustinov), 1 Biélorussien (Macherov), 1 Géorgien (Mzhavanadze) et 1 Uzbek (Rachidov).

L'appartenance nationale des membres du Politburo comme d'ailleurs des autres organes dirigeants et centraux, n'est pas d'importance primordiale. Elle est, dans la plupart des cas, plutôt nominale. Mais elle peut jouer un rôle dans des conditions particulières. Ce fut le cas, par exemple, en 1968, lorsque les membres non-Russes du Politburo insistaient beaucoup plus sur l'intervention en Tchécoslovaquie que les Russes. Ils craignaient, en effet, que la pensée d'un socialisme réformé « à la tchécoslovaque » ne se répande en Ukraine, en Biélorussie, et dans les républiques soviétiques baltiques. En principe donc, l'assise politique d'un dirigeant est beaucoup plus importante que son appartenance nationale (parfois difficile à identifier, d'ailleurs).

Venons-en enfin à une autre comparaison. Nous avons vu qu'à l'intérieur du « groupe des vingt-cinq », chacun est honoré selon ses propres mérites et est remis à sa place. Il nous reste à dire quelques mots au sujet de l'ordre hiérarchique des membres titulaires dans le Politburo.

On sait qu'au XXIV<sup>e</sup> Congrès, Brejnev donnant lecture de la composition du Politburo citait les dirigeants dans l'ordre hiérarchique suivant : Brejnev, Podgorny, Kossyguine, Souslov, Kirilenko, Pelche, Mazourov, Polianski, Chelest, Voronov, Chelepine, Grichine, Kounayev, Chtcherbitsky, Koulakov. Une comparaison avec l'ordre hiérarchique de nomination des candidats aux élections au Soviet Suprême en juin 1970 avec l'ordre hiérarchique des 11 anciens membres du Politburo (les 4 nouveaux nommés mis à part) présenté par Brejnev en avril 1971 nous donne le tableau suivant :

*Ordre hiérarchique des membres titulaires du Politburo*

<i>Juin 1970</i>	<i>Avril 1971</i>
Brejnev	Brejnev
Kossyguine	Podgorny
Podgorny	Kossyguine
Souslov	Souslov
Kirilenko	Kirilenko
Poliansky	Pelche
Chelest	Mazourov
Mazourov	Poliansky
Chelepine	Chelest
Pelche	Voronov
Voronov	Chelepine

Cette comparaison nous montre que depuis la destitution de Khrouchtchev, le « cercle des quatre grands », Brejnev, Kossyguine, Podgorny et Souslov subsiste et qu'aucun revirement personnel n'y a été accompli. L'alliance de raison que Brejnev avait conclue avec

Podgorny et qui s'était manifesté lorsque ce dernier avait été cité par Brejnev au XXIV<sup>e</sup> Congrès comme deuxième dans la hiérarchie ne change en rien la position hiérarchique de Kossyguine et de Souslov, dont le pouvoir réel est plus considérable que celui de Podgorny qui, en tant que président du Présidium du Soviet Suprême, n'exerce que des fonctions plutôt représentatives.

Une observation semblable vaut aussi pour Pelche, cité par Brejnev en sixième place après Kirilenko, pour donner l'impression que ce dernier se place parmi les premiers. Il importe enfin de remarquer que Brejnev place Mazourov avant Poliansky et que Chelepine s'est vu assigner, par chute successive, la dernière place dans la hiérarchie du pouvoir. Cela peut également signifier la disgrâce plus ou moins définitive de Chelepine.

La structure du pouvoir au sommet ainsi décrite signifie que Brejnev, dans ses tentatives de réaliser le pouvoir d'un seul, rencontre beaucoup d'obstacles et, peut-être même, beaucoup de résistance. Jusqu'à présent, Brejnev n'a réussi qu'à réaliser une asymétrie du pouvoir en sa faveur. Il semble que les forces attachées à la formule d'une « direction collective » (ou de la « collectivité de direction ») dominent toujours la scène politique de l'URSS.

Brejnev n'est pas le type psychologique pour se placer à la tête d'un mouvement réformateur ou celui qui serait en mesure de pousser à l'extrême un conservatisme néostalinien. Il lui manque le charisme confessionnalisé d'un Lénine, les aptitudes d'un despote à la Staline ou les qualités d'un « tribun du peuple » illustré par un Khrouchtchev. Il n'est pas non plus celui qui a des capacités pour préparer la voie à une nouvelle génération de dirigeants.

En somme, les chances pour Brejnev de construire le pouvoir d'un seul sont plutôt maigres. Pour y parvenir, il faudrait qu'il s'empare davantage de l'appareil d'État. Dans cette hypothèse, deux formules sont concevables. Brejnev peut tenter de cumuler les fonctions de chef du parti et celles de président du Conseil des ministres, formule pour laquelle avait opté Khrouchtchev dans la dernière phase de son pouvoir. Dans les conditions actuelles, cela équivaldrait à une élimination de Kossyguine. Il peut aussi, et c'est la deuxième formule hypothétique, tenter la cumulation des fonctions de Secrétaire général du parti et celles de la présidence du Présidium du Soviet Suprême. Une telle formule a déjà été utilisée avec succès par Nicolae Ceausescu en Roumanie et par Todor Chivkov en Bulgarie, ainsi que jusqu'à dernièrement par Walter Ulbricht en RDA. Une telle solution demanderait toutefois une restructuration du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS et sa transformation en un « conseil d'État », ce qui est parfaitement réalisable par une réforme constitutionnelle. (Une nouvelle constitution soviétique est en cours de préparation par une commission et dont Brejnev lui-même est président). Mais cette deuxième formule signifierait l'élimination de Podgorny.

Dans la structure actuelle du pouvoir, les deux formules en question ne semblent pas applicables. Le Politburo actuel est constitué sur la base d'un double équilibre : d'abord entre le Politburo et le Secrétariat, et ensuite entre l'exécutif du Parti et celui de l'État (y compris l'appareil économique). À cet équilibre sont intéressés en particulier les membres du Politburo qui ne sont pas dans le Secrétariat du CC. Tandis que sous Khrouchtchev les secrétaires du CC représentaient la majorité dans la « direction collective », aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Cinq représentants de l'appareil exécutif et de contrôle du parti (Brejnev, Souslov, Kirilenko, Chelest et Pelche) se voient équilibrés par cinq représentants de l'appareil exécutif et de contrôle de l'État (Kossyguine, Podgorny, Poliansky, Voronov et Mazourov).

Dans cette structure, il est difficile de concevoir un bouleversement radical du pouvoir au sommet, et encore plus improbable la « dégénération » d'une telle structure symétrique en pouvoir dictatorial. Les superdirigeants actuellement en place auront au XXV<sup>e</sup> Congrès (1974-1975) un âge moyen de 71 ans. C'est dire que d'après la loi naturelle, ils devront bientôt céder la place à une nouvelle génération de superdirigeants qui auront à structurer leur pouvoir et leurs politiques à leur manière.

## ORIENTATION — BIBLIOGRAPHIQUE GÉNÉRALE

Une documentation complète sur le XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCUS n'est pas encore disponible pour les chercheurs. Seules les informations dispersées dans les journaux, revues, documents ou comptes rendus soviétiques sont à leur disposition. Ces sources primaires sont tellement nombreuses qu'il nous est apparu inopportun de les citer à chaque occasion.

Il en est de même des sources « secondaires ». Elles sont aussi abondantes mais dispersées. Nous les avons utilisées de la même façon.

Dans le cours de la présente étude, nous avons puisé aux sources primaires et secondaires et retenu par priorité les références de base suivantes :

## 1. Sources primaires

- *Pravda*, 1968–1971.
- *Izvestiya*, 1968–1971.
- *Kommunist*, 1968–1971.
- *Partijnaya zhizn'*, 1968–1971.
- XXIV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, 30 mars–9 avril 1971, Documents, Moscou, Éditions de l'Agence de presse Novosti, 1971, 498p.
- XXIV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, 30 mars–9 avril 1971, Débats et décisions du Congrès, Moscou, Éditions de l'Agence de presse Novosti, 1971, 75p.

## 2. Sources secondaires

- *Le Monde*, 1968–1971.
- MEISSNER, Boris, *Die KPdSU und der Sowjetstaat zwischen dem XXIII und XXIV Parteitag*, in *Europa-Archiv*, N° 7, 10 avril 1971.
- *New York Times*, 1968–1971.
- *Neue Zuerche Zeitung*, 1968–1971.
- *Osteuropa, Zeitschrift fuer Gegenwartsfragen des Ostens*, Deutsche Gesellschaft fuer Osteuropakunde, Deutsche Verlags-Anstalt Stuttgart, N° 8-9, 1971, 478p. (Numéro spécial).
- PLOSS, Sildney I., « Soviet Politics on the Eve of the 24<sup>th</sup> Party Congress », dans *World Politics*, vol. XXIII, N° 1, octobre 1970, pp. 61–82.
- *Problems of Communism*, Washington, juillet-août 1971.